



Quelques postes d'essence ont ouvert leurs pompes, ce matin, et les automobilistes en ayant eu connaissance se sont rués pour faire le plein. Quelques incidents mineurs ont été signalés et la police a eu à intervenir.

L'Etat n'a pas pris de décision

par Réjean LACOMBE

Les dirigeants du gouvernement québécois craignent que la grève des détaillants d'essence vienne perturber quelque peu l'ouverture du sommet économique de ce soir.

Un porte-parole du bureau du premier ministre a indiqué qu'aucune rencontre n'était prévue entre le premier ministre René Lévesque et les dirigeants de l'Association des services de l'automobile du Québec. Le chef du gouvernement doit rentrer à Québec en fin d'après-midi en vue d'assister à l'ouverture du sommet économique.

On indique que cette question relève du ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, et de celui du Revenu, M. Raynald Fréchette. Tôt ce matin, les dirigeants de ces deux ministères se réunissent dans le but d'évaluer la situation. Au moment d'aller sous presse, aucune décision n'avait été prise quant aux revendications des dirigeants des détaillants d'essence.

Autres textes et photos en pages A-10 et A-11

La tension s'accroît

Entrevue exclusive au SOLEIL



Lise Gauthier et son chirurgien, le Dr Cajetan Gauthier (aucun lien de parenté), ont levé le secret sur une guérison miraculeuse.

Le Soleil, Réal Loberge

Canonisation de Marguerite Bourgeoys Montmagny a été témoin du miracle

par Réal LABERGE

MONTMAGNY — Lise Gauthier, la miraculée de Montmagny, et sa mère âgée de 79 ans, Mme J.-Amédée Gauthier, se rendront à Rome le 31 octobre, pour assister aux cérémonies de canonisation de Marguerite Bourgeoys.

"La Congrégation Notre-Dame nous a informés hier que nous

ferons partie de la délégation canadienne et qu'elle va défrayer le voyage", a annoncé au SOLEIL celle dont la guérison constitue le miracle nécessaire et préalable à la première canonisation d'une Canadienne.

"Imaginez qu'on m'a dit de me tenir prête pour aller à Rome et rencontrer le pape. C'est si beau à

mon âge", a lancé tout heureuse la vieille maman de Lise Gauthier.

Tout le monde lui dit de se reposer avant le voyage, mais elle se sent prête à le faire, et elle a bien hâte!

Pour la maman presque oc-

Voir A-2, MIRACULEE
Autre texte en page A-9

par Andrée ROY et Michel TRUCHON

Au moment où le président provincial de la Fédération des garagistes et détaillants d'essence du Québec laissait entendre que le mouvement de fermeture des pompes pourrait s'étendre dès demain matin à l'ensemble de la province, quelques distributeurs tentaient de rouvrir leur établissement, ce matin, dans la région de Québec.

Ce mouvement de réouverture a eu le don de mettre les protestataires en colère et le porte-parole des détaillants d'essence pour la région de Québec, M. Clément Rochon, a fait savoir que "la situation va s'aggraver".

Un autre garagiste a pour sa part attribué ces réouvertures à certaines grandes compagnies qui forceraient les détaillants à donner du service, sans quoi ils perdraient leur concession. "Les gars vont finir par se choquer et ça va faire dur..." a dit ce détaillant d'essence.

De son côté le ministre du Revenu, M. Raynald Fréchette, a affirmé dans une entrevue, ce matin, qu'il écartait la possibilité d'abolir la surtaxe sur l'essence comme l'exigent les détaillants.

Le ministre a dit que le gouvernement était prêt à étudier d'autres solutions pour ramener les choses à la normale mais qu'il n'était pas question qu'il intervienne avec une loi, étant donné que le conflit se situe au niveau des distributeurs et des grandes compagnies.

Convaincre les récalcitrants

Plusieurs "brigades" de détaillants ayant fermé leurs pompes se sont chargées de faire le tour des postes qui avaient décidé de rouvrir leurs portes, ce matin, dans la région.

On signalait notamment que l'essence était disponible dans certains

points de vente sur les boulevards L'Ornière, Hamel, Laurier, Sainte-Anne et chemin Sainte-Foy. La police a été appelée à au moins trois endroits pour surveiller l'évolution de la situation.

Les détaillants d'essence de la région de Québec devaient se réunir ce soir à 20h au Motel Universel, à Sainte-Foy, pour étudier les moyens à prendre pour obliger les récalcitrants à fermer leurs portes.

Pour le moment la fermeture des pompes à essence n'a aucune conséquence sur les transports publics. Les

La paralysie au centre hospitalier Robert-Giffard

Le centre hospitalier Robert-Giffard était paralysé ce matin à la suite du débrayage de près de 2.000 employés dans pratiquement tous les services.

La suspension pour un mois imposée par la direction du centre à quatre membres de l'exécutif syndical serait à l'origine des événements de ce matin, selon un porte-parole syndical.

La direction aurait reproché à ces quatre membres de l'exécutif syndical d'avoir encouragé un mini-débrayage au département de l'entretien ménager. Selon la version syndicale, ce mini-débrayage avait été provoqué par des tactiques de "harcèlement et d'intimidation" dont auraient été victimes des employés de l'entretien ménager.

autobus pourraient rouler encore plusieurs jours, les taxis ont des réserves, de même que la plupart des services de police.

Voir A-2, ESSENCE

AFFRONTER LA CRISE

100 offres d'emploi
pages D-4 et D-13

LE SOMMET DE QUÉBEC



- Nouvelle, page A-3
- Editorial, page A-4
- Dossier, page A-5

Sommaire

- Annonces classées D-2 à D-14
- Arts et spectacles B-9 et B-10
- Bandes dessinées A-8
- Bridge D-14
- Carrières et professions A-10
- Décès D-15
- Editorial A-4
- Feuilleton B-10
- Horoscope D-14
- Information régionale A-8 et A-9
- Marc Lestage B-11
- Monde D-1 à D-16
- Mot mystère D-2
- Mots croisés D-3
- Où aller à Québec B-11
- Page des lecteurs A-6
- Page documentaire A-5
- Patron D-3
- Sport B-1 à B-8
- Télévision B-10

météo

Ensoleillé avec des passages nuageux, demain. Minimum et maximum: moins 15 et moins 7.

Détails, page D-2

L'Argentine et la G-B prêtes à s'affronter

(D'après AP, AFP, Reuter, UPI et NYTNS) — Le secrétaire au Foreign Office, lord Carrington, a résigné, ce matin, au moment où la flotte britannique cinglait vers les îles Malouines pour livrer, s'il le faut, la première bataille navale de grande envergure jamais livrée depuis la Seconde Guerre mondiale, pour reprendre, cette fois, ces îles aux Argentins.

De son côté, l'armée argentine,

qui s'est établie dans les îles, n'a pas l'intention de les rétrocéder. Dans l'attente de la flotte britannique, on se prépare à affronter la Royal Navy en transformant Port Stanley (rebaptisée Puerto Rivero) en camp retranché.

La première ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a accepté la démission de lord Carrington qui déclare dans sa lettre que "l'invasion argentine des îles Malouines (Falklands) a entraîné de fortes critiques

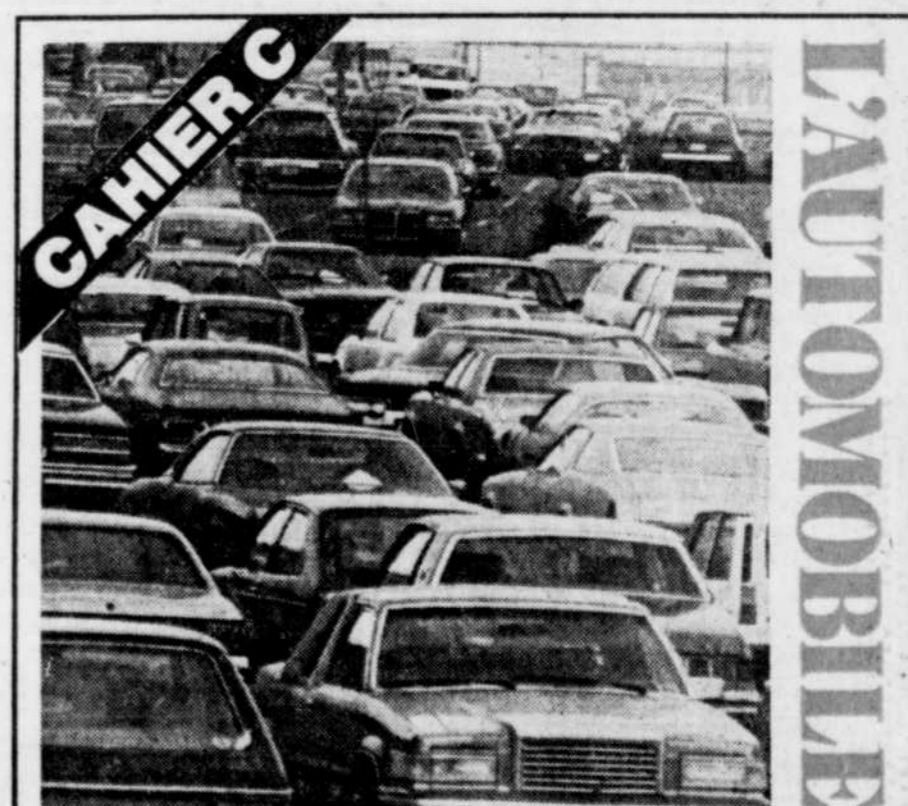
de la politique du gouvernement au parlement et dans la presse. A mon avis, nombre d'entre elles sont sans fondement, mais j'ai été responsable pour la direction de cette politique et je pense qu'il est juste que je démissionne".

Mme Thatcher a également accepté les démissions de M. Humphrey Atkins, secrétaire adjoint au Foreign

Voir A-2, ILES

Entrevue exclusive au SOLEIL

Clark est sûr de son leadership (A-7)



- Neuve ou d'occasion, page C-2
- Les garanties, page C-5
- L'économiseur d'essence, page C-7
- Le financement, page C-4
- Les assurances, page C-6
- Les pneus, page C-12

LES GAGNANTS MARK TEN

Mark Ten

Hier soir, à Buffalo, Réal Cloutier a mené l'attaque des Nordiques qui ont clôturé la saison en emportant 7-4 sur les Sabres.

L'Australien Niki Lauda, sur McLaren, a remporté hier le Grand Prix de Long Beach. Le Québécois Gilles Villeneuve a terminé au 3e rang.

Aux championnats mondiaux de patinage de vitesse en salle, qui se déroulent à Moncton, Gaétan Boucher et Sylvie Daigle ont tour à tour inscrit de nouveaux records mondiaux aux 500 mètres.

Mark Ten

Legere

MIRACULÉE (Suite de la première page)

together, c'est un peu difficile à croire, comme l'a d'abord été la constatation que sa fille Lise était guérie, et de façon complète.

Elle a été appelée à témoigner pendant quatre heures au procès ecclésiastique tenu dans le plus grand secret, à Montmagny, à l'été de 1978. Depuis quatre ans qu'on lui dit d'être discrète sur ce sujet.

Acte de foi

De son côté, Lise Gauthier confie qu'elle était croyante et pratiquante au moment de sa guérison surnaturelle, mais sans plus.

Elle attribue le miracle à un acte de foi de sa mère et de son père, qui est décédé en 1975, envers la bienheureuse mère Marguerite Bourgeoys.

Lise Gauthier ajoute que l'événement miraculeux a rendu sa foi plus forte, mais que ça n'a pas changé sa vie.

Une preuve

De fait, au procès d'information de son cas, en 1978, elle n'a pu apporter que ce seul témoignage, soit qu'elle se sentait en pleine forme, qu'il n'était pas survenu de complications à la suite de sa guérison et qu'elle pouvait travailler sans avoir à prendre des repos de maladie.

Lise Gauthier était hier au poste radiophonique CKBM de Montmagny, qui l'a embauchée comme commis-comptable, à la réouverture de la station, après un lock-out de quatre mois. Elle est mariée, mais n'a pas d'enfant.

Sa photo sur le tombeau de la sainte

Ce qu'elle sait de la nuit dramatique du 14 au 15 juin 1968, c'est ce que lui ont relaté ses parents et

amis, "qui l'avaient veillée pendant 15 jours à l'hôpital, après son opération du 31 mai".

Au moment où son cas semblait désespéré, ses parents ont fait placer sa photo sur le tombeau de mère Marguerite Bourgeoys, à la maison mère de la Congrégation Notre-Dame, rue Sherbrooke, à Montréal, et "ont fait mettre les religieuses en prière".

Elle précise que son père était concierge au couvent des sœurs de la congrégation, à Montmagny. On lui a fait apporter une relique à l'hôpital, une parcelle d'ossements de la bienheureuse mère Bourgeoys.

Depuis environ un an, elle avait du mal, du côté droit. Mais elle n'y attachait pas trop d'importance, jusqu'à ce que les maux deviennent plus persistants et les douleurs plus fortes. On lui a fait subir un examen et informée qu'elle devait être hospitalisée. Elle n'a jamais trop su ce qu'elle avait, ni ce qui se passait, sinon qu'elle constatait "de petits détails" comme celui que les gens s'arrêtaient de jaser à son approche, ou que d'autres se sentaient gênés de lui parler ou de faire allusion à sa maladie.

Convalescence écourtée

Lise Gauthier rappelle que c'est une semaine à peine après sa guérison, n'étant restée qu'un mois à l'Hôtel-Dieu de Montmagny, qu'on lui a accordé son congé.

"Et je me sentais si bien que j'ai décidé d'écourter ma convalescence et d'entreprendre dès le mois d'août, moins de deux mois plus tard, un voyage assez long à l'étranger."

En septembre, elle se sentait assez forte pour reprendre partiellement son travail clerical à la

firme A. Bélanger Ltée, de Montmagny. Son entourage restait tout surpris de la rencontrer.

Depuis, elle se sent "dangereusement en forme" et n'appréhende qu'une chose, la publicité et le public, qui l'intimident, mais qu'elle entend affronter bravement comme une mesure de reconnaissance pour sa guérison miraculeuse.

LE SOLEIL

SERVICE AUX ABONNÉS (TIRAGE)

647-3333 Lundi au vendredi 9h30 à 19h30
Samedi 9h00 à 13h00

647-3233 647-3394
RENSEIGNEMENTS REDACTION

LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au numéro 390, rue St-Vallier est, Québec, G1K 7J6, par Le Soleil Limitée. Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1206.

le mot du jour

Insignifiant

Connaissez-vous bien votre langue? Quel est le genre du mot "azote"? Un mot qui se termine par un "e" muet est généralement classé féminin. Cette fois-ci, vous vous trompez, c'est masculin.

Pierre BELLEAU

ESSENCE (Suite de la première page)

Au cours de la fin de semaine la Sûreté du Québec a rapporté un assez grand nombre de véhicules en panne le long des routes, mais la situation était redevenue normale ce matin. "Les gens ont pris leurs précautions," signalait un policier.

Les pannes d'essence ne sont cependant pas allées sans entraîner des inconvénients, voire des risques pour les automobilistes. Ainsi le conducteur de cette voiture tombée en panne le long de l'autoroute 20 dans Bellechasse et qui a dû marcher plusieurs kilomètres sur une route déserte. L'homme a été recueilli par le chauffeur d'une charrette, à demi gelé. Il a été conduit à l'hôpital pour y être traité, mais ne portera pas de séquelles de son aventure.

A Montréal

Le mouvement de grève de l'Association des services de l'automobile du Québec, qui dit représenter 5,700 détaillants d'essence, a gagné la région de Montréal dimanche.

La police de la métropole signalait hier que plusieurs détaillants, autant des indépendants que des locataires de grandes compagnies, avaient reçu des menaces hier pour les forcer à fermer les pompes. Une fusillade entre un détaillant et un groupe d'individus venus pour le convaincre de fermer a fait un blessé léger. Il s'agit d'un client qui a été atteint par une balle perdue. Ses blessures sont légères.

Les détaillants de la Côte-Nord et ceux du Saguenay-Lac-Saint-Jean ayant annoncé leur solidarité, leurs confrères de l'Estrie faisant de même, c'est donc à plus de 90 pour 100 que le territoire québécois pourrait être paralysé, demain soir, par la pénurie d'essence.

Affirmant que c'est bien la première fois que les détaillants d'essence démontrent pareille colère, et qu'il n'est pas question de remettre les pompes en marche avant d'avoir obtenu gain de cause et leurs revendications, le président du regroupement des grévistes du Témiscouata, M. Claude Leblanc, annonçait même en fin de semaine que "s'il faut vraiment serrer la vis, on arrêtera même la vente du mazout".

Leblanc, lui-même grossiste et détaillant de produits pétroliers à Cabano, a cependant déclaré que la compagnie Esso avait convoqué, ce matin à 10h, au motel Universel de Rivière-du-Loup, une rencontre avec les détaillants de la région. Il semble que Gulf, BP et Texaco auraient également l'intention de s'asseoir, au début de cette semaine, en face des grévistes, et d'élaborer avec eux des solutions pour ramener les choses à la normale.

Le regroupement, de son côté, expédiera au ministère du Revenu du Québec une demande officielle pour l'abolition de la surtaxe de 6,5 cents le litre (30 cents du gallon) imposée en novembre 1981 par le ministre des Finances pour renflouer en partie le Trésor québécois. Cette demande sera accompagnée d'un paquet de pétitions et de lettres d'appui émanant des

dirigeants d'associations, des commerçants et de la population du Témiscouata.

Du Bas-du-Fleuve à Québec

Le mouvement de protestation a débuté aux environs de Cabano le 12 mars quand 35 détaillants d'essence ont bloqué pendant une journée une dizaine de camions-citernes transportant des produits pétroliers entre Rivière-du-Loup et le Nouveau-Brunswick. Cex exploitants de stations-service situés sur les routes-185 et 51 se disaient acculés à la faillite par la "taxe à Parizeau" et les manœuvres cupides des compagnies pétrolières.

Les protestataires réclamaient alors l'extension, à leur égard, du système d'allègement fiscal accordé aux stations-service situées à 30 km et moins des frontières du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario pour leur permettre de se tenir au niveau de prix plus bas en vigueur dans ces provinces. Une réponse du gouvernement et une réaction des compagnies pétrolières étaient attendues pour la fin de semaine.

La "prise en otages" de dizaines d'autres camions-citernes reprenait les 29 et 30 mars, à Cabano, en même temps que toutes les écoles des environs et que 60 garages du secteur fermaient leurs portes. La population a également participé aux différentes manifestations des détaillants en signe de solidarité.

Le 31 mars, les garagistes de Rivière-du-Loup s'impliquaient dans le mouvement, limités le lendemain par ceux de Trois-Pistoles et des environs. À 19h30 le 1er avril, la quasi-totalité des stations-service des circonscriptions de Témiscouata, Ri-

vière-du-Loup et Rimouski fermaient leurs portes. Le lendemain, le même geste était répété dans Montmagny-L'Islet, Bellechasse, la Beauce tout entière et une partie de Compton, puis dans toute la Gaspésie.

A peine 24 heures plus tard, c'est Lévis et Québec qui emboîtaient le pas, de même que la région des Bois-Francs, Thetford-Mines et une partie de la Mauricie. Au fur et à mesure des démonstrations de solidarité, les revendications des détaillants se sont modifiées, ont rejoint un consensus plus général. Pour permettre aux détaillants de vendre de l'essence dans des conditions décentes, on demande aux compagnies pétrolières d'assurer un minimum de 10 pour 100 de profit sur chaque litre de carburant vendu, et même 15 et 20 pour 100 (à Montréal). Gouvernement et compagnies devront s'entendre pour fixer à travers la province un tarif de vente au détail de l'essence plus uniforme. Les locataires de stations-service demandent aussi une réduction de leurs loyers de 15 à 20 pour 100.

Ce sont les points, outre la surtaxe, sur lesquels les protestataires ne lâcheront pas, quitte à adopter une ligne de conduite encore plus dure dans leur grève. A part les manœuvres d'intimidation exercées ici et là auprès de libre-service qui gardaient obstinément leurs portes ouvertes, la grève de l'essence s'est amplifiée dans le calme. Une fusillade entre le propriétaire d'une station de Saint-Eustache en banlieue de Montréal, et des garagistes venus "l'aider à fermer" a atteint un client venu faire le plein, hier. Blessé légèrement, celui-ci est retourné peu après à son domicile.



Le stockage d'essence doit se faire dans des contenants prévus à cette fin (jerrycans) et toujours dans des endroits très aérés, rappellent les pompiers.

ILES (Suite de la première page)

Office et lord du Sceau privé, ainsi que de M. Richard Luce, ministre adjoint au Foreign Office. La première ministre britannique devait toutefois refuser la démission du ministre de la Défense, M. John Nott, qui avait aussi été vivement critiqué par les députés et la presse après l'invasion des îles Malouines par l'Argentine.

Trente-six bateaux

La flotte britannique, qui a appareillé ce matin, comprend les deux plus impressionnantes unités de la Royal Navy, les porte-avions "Invincible" (19,500 tonnes) et "Hermes" (28,000 tonnes) ainsi que le navire d'assaut amphibie "Fearless". Ces trois bateaux retrouvent leur escorte dans la Manche. Les rangs de la flotte britannique d'intervention se grossiront au passage des unités qui viennent d'achever leurs manœuvres de printemps au large de Gibraltar. En tout, ce sont 36 bateaux qui constituent la force navale déployée par la Grande-Bretagne. Une quinzaine de jours sont nécessaires pour rallier les Malouines, et ce laps de temps permet

aux Britanniques d'espérer une solution diplomatique.

Sur le plan international, on veut profiter de ce laps de temps pour permettre à la diplomatie de régler le différend entre les deux pays.

Totalement désarçonnée par une condamnation du Conseil de sécurité des Nations-Unies, samedi, l'Argentine dirige maintenant son action sur l'Organisation des Etats américains qui se réunit aujourd'hui à Washington. On se demande, dans les milieux diplomatiques, si l'Argentine va demander l'application du Traité interaméricain d'assistance réciproque (Tiar) qui obligerait tous les pays du continent, à l'exception du Canada, de prêter main-forte à l'Argentine en cas d'attaque.

Le gouvernement argentin a estimé, hier, que les conditions d'application du traité signé le 2 septembre 1947 étaient réunies, étant donné l'éventualité des représailles britanniques.

Buenos Aires a cependant perdu une dure partie au Conseil de sécurité

quand la Chine et l'Union soviétique n'ont pas opposé leur veto à la motion britannique demandant le retrait des troupes. Les deux pays ont accordé leur appui hier au gouvernement argentin mais se sont abstenus de voter samedi. Panama a été le seul membre du Conseil de sécurité à appuyer la position argentine, soutenant que les prétentions de Buenos Aires reposaient sur des bases juridiques sérieuses. En Amérique latine, le Venezuela, le Pérou et la Bolivie se rangent dans le camp argentin, tandis que la Guyane, actuellement en conflit avec le Venezuela qui réclame cinq huitièmes de son territoire, a condamné le geste. Le Chili, également en dispute avec l'Argentine sur une question territoriale, s'est évidemment rangé du côté des Britanniques.

LA QUOTIDIENNE
(tirage de samedi)

7-9-7

Informations: 643-8990

LOTO HITACHI

10 voyages d'une semaine pour 2 personnes à destination de la Floride

AIR CANADA

DU 1 AU 30 AVRIL 1982

GAGNEZ!

1 Escort 1982
La super voiture mondiale

Un printemps pas comme les autres
«La Saison Hitachi»

L'Escort 1982 ainsi que les 10 voyages seront attribués le 30 mai 1982.

GAGNEZ!

LOTO HITACHI

DU 1 AU 30 AVRIL 1982

1 Escort 1982
La super voiture mondiale

Un printemps pas comme les autres

Voyez les règlements de participation chez tous les marchands Hitachi participants dont:

Electronique Bourg Royal Inc.

3095, 1re Avenue, Québec — 623-5167

FACILITÉ DE PAIEMENT/PLAN MISE DE CÔTÉ

Les deuxièmes meilleurs

après Maman

présentent leur menu du jour aujourd'hui, le **5** avril 1982.

Sept jours par semaine, de 11h à 20h, nous servons un choix varié de menus du jour, comprenant une soupe, un mets consistant, un dessert, thé, café ou lait. Les menus du jour sont aussi disponibles par livraison; composez 681-6035.

Le déjeuner est servi de 7h à 12h.

5 Soupe aux choux
Consommé de boeuf
Jus au choix

Omelette Saint-Germain	4.25
Quiche Lorraine	4.50
Coquille de volaille au gratin	4.60
Dîner de légumes chauds	4.75
Lasagne au four	4.75
Pâté de saumon	4.75
Darne de saumon, sauce au vin blanc	5.25
Salade de poulet	5.50
Bouilli canadien	5.50
Rosbif au jus	6.50

Thé Café Lait

Gâteau Boston
Jello
Pouding au riz

Restaurants

saint-germain

Sainte-Foy • Sillery • Charlesbourg

La confrontation semble devancer la concertation



LE SOMMET DE QUÉBEC
par Robert LEFEBVRE
(PC) — C'est davantage dans un esprit de confrontation que de concertation que les représentants du monde patronal et syndical se présenteront aujourd'hui à la conférence au sommet de Québec.

A ce sommet que le gouvernement a d'abord tenté d'organiser sous le thème de la solidarité, les représentants patronaux et syndicaux refuseront d'aborder les discussions sur le terrain préparé par le gouvernement.

Les trois principales centrales syndicales, la CSN, la FTQ et particulièrement la CEQ, à en juger par leurs hésitations à participer à ce troisième grand sommet, s'y présenteront avec des analyses de la crise bien différentes, et surtout bien déterminées à ne pas se laisser intégrer par le gouvernement.

Elles ont accepté d'y participer à la condition qu'on n'y aborde pas le dossier des prochaines négociations dans le secteur public.

Mais comment discuter de la crise économique sans faire état des salaires payés à ces travailleurs, la masse salariale constituant la moitié des dépenses publiques.

Pouvoir d'achat

D'un côté le gouvernement mise sur la décroissance des escalades traditionnelles des salaires pour réduire l'ampleur du manque à gagner, et de l'autre les syndicats jurent qu'ils ne se laisseront pas prendre à ce jeu et qu'ils continueront de revendiquer pour les salariés des secteurs public et parapublic des augmentations qui leur permettront de conserver au moins leur pouvoir d'achat.

Sur la base de leurs propres éléments de solution à la crise, les centrales syndicales, même si elles n'y croient pas trop, tenteront d'arracher quelques gains au gouvernement.

On songe ici à des mesures favorisant l'accès à la syndicalisation, à la création d'un fonds d'urgence pour le soutien de l'emploi, à une législation contre les fermetures d'usines et les licenciements collectifs, à un programme massif de construction de logements, à la hausse du salaire minimum, au maintien et à l'accroissement même des programmes sociaux.

A ce sujet, le président de la CSN, M. Norbert Rodrigue, déclarait le mois dernier qu'en temps de crise c'est souvent l'occasion pour obtenir de nouveaux gains et arracher de nouveaux pouvoirs dans la société pour les travailleurs.

Désillusionnés

Si les syndicats se présentent au sommet de Québec avec peu d'espoirs de changer les choses, les employeurs n'entretennent guère plus d'illusions.

Le Conseil du patronat se demande même ce qu'il vient y faire, maintenant que le ministre des Finances Jacques Parizeau a dévoilé les

crédits pour le prochain exercice financier et que le budget, même si sa présentation a été retardée pour la forme après le sommet, doit maintenant être prêt.

Le secteur privé estime avoir été berné par le gouvernement, croyant qu'il se verrait confier une part importante du développement économique.

Affirmant que l'Etat, en augmentant ses dépenses de 14 pour 100, s'approprie 3,0 pour 100 de la richesse collective, le président de la Chambre de commerce de la province, M. Jean-Paul Létourneau, craint que la présence du patronat au sommet de Québec ne serve qu'à "cautionner des augmentations de taxes".

Pour sa part, le vice-président du Conseil du patronat, M. Ghislain Dufour, soutient qu'en présentant ses crédits avant le sommet, le gouvernement semble vouloir faire porter tout l'effort sur les seuls patrons et syndicats.

"Avec un sommet tenu dans ces conditions, renchérit M. Létourneau, nous devons être davantage agressifs."

Collaboration

Outre les syndicats et le patronat, le mouvement coopératif et le monde municipal, comme partenaires de l'Etat, feront valoir leurs perceptions personnelles de la situation économique.

Le président de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins, M. Raymond Blais, s'y présentera dans un esprit de franche collaboration en faisant valoir qu'il vaudrait mieux s'orienter vers une vision globale d'un Québec à reconstruire plutôt que dans la discussion de sujets trop particuliers. C'est la seule façon, selon lui, d'éviter la confrontation.

"L'affrontement ou la confrontation est acceptable lors de la négociation des conventions collectives, dit-il, mais elle n'a aucune raison d'animer un débat qui porte sur la façon d'aider la société.

"Un sommet, dit-il, c'est précisément un moment où on peut voir l'ensemble des problèmes. Au lieu de s'arrêter aux questions ponctuelles, c'est l'occasion de faire un choix de société."

Création d'emplois

Pour sa part, le président du Conseil de la coopération du Québec, M. Paul Dolan, exprime l'avis que les autres participants doivent venir au sommet avec des choses négociables, non coulées dans le ciment.

Le monde municipal est lui aussi disposé à faire sa part pour appuyer l'effort de l'Etat.

Le président de l'Union des municipalités du Québec, M. Jacques O'Bready, souligne que les municipalités sont prêtes à s'associer à toute action gouvernementale, notamment celle visant à mettre en place des programmes conjoncturels de création d'emplois.



Le Soleil, Raymond Blais
Le Conseil du patronat se demande ce qu'il vient faire au sommet et son vice-président, Ghislain Dufour, affirme que le gouvernement laisse le fardeau aux patrons et aux syndicats.



Le clou de la manifestation était un char allégorique transportant une énorme pieuvre bicéphale: une tête représentait Trudeau, l'autre, Lévesque.

Ils étaient au moins 25,000 à décrier les réductions budgétaires

par David GERSOVITZ

MONTREAL (PC) — La pluie pouvait bien leur tomber dessus en abondance, ce ne fut pas suffisant pour refroidir l'ardeur des milliers de personnes qui s'étaient rendues manifester samedi contre les politiques économiques des gouvernements, à l'appel des trois centrales syndicales CSN, FTQ et CEQ.

Selon la police, ils étaient 25.000 dans les rues de Montréal, tandis que les syndicats évaluaient leur nombre à 50.000.

Les organisateurs ont vu dans cette participation importante malgré des conditions atmosphériques défavorables un signe de colère de la population devant la détérioration de la situation économique.

"Ca prenait du monde avec beaucoup de cœur pour sortir de chez eux et venir marcher dans les rues aujourd'hui dans une température si mauvaise, a déclaré le président de la FTQ, M. Louis Laberge, dont la centrale compte 325.000 syndiqués. S'ils (les gouvernements) n'écoutent pas, ce sont de maudits fous".

Cette manifestation servait en quelque sorte pour les centrales syndicales de prélude au sommet économique qui doit débuter aujourd'hui pour examiner les moyens de sortir le Québec de la récession dans laquelle il stagne présentement.

Pieuvre à deux têtes

Plusieurs centaines d'autobus avaient été noyées pour emmener les participants sur les lieux, dont certains venaient d'aussi loin que le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Lorsque les marcheurs eurent franchi les trois kilomètres qui les séparaient de leur point de

destination, le siège social d'Hydro-Québec, où le premier ministre Lévesque dispose d'un bureau, ceux qui n'avaient pas abandonné en chemin et qui n'avaient pas d'imperméables étaient complètement détrempés, et transis, en raison d'un mercure oscillant autour du point de congélation.

Les quelques milliers de manifestants qui restaient ont scandé des slogans demandant le plein emploi, le gel des loyers, la réduction des taux d'intérêt ainsi que d'autres mesures pour revivifier l'économie.

Le clou de la manifestation était un char allégorique transportant une énorme pieuvre bicéphale faite de papier mâché: une tête représentait le premier ministre Trudeau et l'autre le premier ministre Lévesque.

Les compagnies aussi

Au cours de leurs allocutions, les chefs syndicaux ont souligné que ce sont les seuls travailleurs qui font les sacrifices en ces temps de récession, en étant victimes des mises à pied, du chômage et des réductions de services décrétées par les gouvernements.

Le président de la CSN, M. Norbert Rodrigue, a affirmé que pour les 12 mois se terminant le 28 février, 130.000 Québécois ont perdu leur emploi, tandis que M. Laberge soulignait que le sommet économique ne pourra être couronné de succès que si d'autres secteurs de l'économie, particulièrement les compagnies, font de plus grands sacrifices.

L'ouverture en direct à R.-Q.

Radio-Québec diffusera en direct ce soir l'ouverture du sommet économique qui doit débuter à 19h. La première tranche des huit heures d'antenne consacrées à la couverture du sommet sera suivie, demain à 20h, d'un "Spécial l'objectif" qui donnera un compte rendu des événements importants de la journée.

ture du sommet sera retransmise en direct et à 19h, "Spécial l'objectif" reviendra avec son analyse des principaux faits de la journée.

Ces quatre émissions spéciales seront animées par Simon Durivage entouré des journalistes Gilles Gougeon, Gisèle Lalande, Gérald Leblanc et Raymond Provencher.

Au lieu du stade, le PQ "proclamera" dans la rue

(D'après CP et PC) — Plutôt que de louer le stade olympique pour protester contre les réjouissances constitutionnelles, le Parti québécois organisera un grand rassemblement dans les rues de Montréal, le 17 avril, à l'heure même de la cérémonie de proclamation de la nouvelle constitution du Canada, à Ottawa, en présence de la reine Elizabeth.

Le Parti québécois a annoncé qu'il organisera un grand rassemblement dans les rues de Montréal, le 17 avril, à l'heure même de la cérémonie de proclamation de la nouvelle constitution du Canada, à Ottawa, en présence de la reine Elizabeth.

Le Parti québécois a annoncé qu'il organisera un grand rassemblement dans les rues de Montréal, le 17 avril, à l'heure même de la cérémonie de proclamation de la nouvelle constitution du Canada, à Ottawa, en présence de la reine Elizabeth.

C'est ce qu'a décidé le conseil national du Parti québécois, au cours d'une réunion samedi, à Montréal.

C'est ce qu'a décidé le conseil national du Parti québécois, au cours d'une réunion samedi, à Montréal.

C'est ce qu'a décidé le conseil national du Parti québécois, au cours d'une réunion samedi, à Montréal.

Aujourd'hui
Voyez le cahier publicitaire de

SEUL(E)?
Pour trouver l'amitié, l'amour, le mieux-être

élan
• Un moyen moderne
• Un service personnalisé
• Des cours de Gym-Yoga Anti-Gymnastique

Centre de rencontres et de gym-yoga
95, Grande-Allee est
(de 11h à 20h30)
522-7155

CLINIQUE VISUELLE DE BEAUPORT
Dr Pierre Langis, o.d. et Dr Daniel Guillemette, o.d.

- Examen de la vue
- Lentilles de contact
- Prévention, rééducation

524-2481

Clinique Gaëtan Richard, m.d.
OPHTHALMOLOGISTE, FRCS (C) (L 70286)
SOINS OCULAIRES & VERRES DE CONTACT
400, BOUL. CHAREST EST, QUÉ. G1K 8G2
(GALERIES DU SYNDICAT)

Dr Marcel Tremblay
Optométriste

EXAMEN DE LA VUE LUNETTES
Et verres de contact
Jours et soirs sur rendez-vous
524-2869
973, 3e Av., Limoilou, Québec

ACCOMPAGNEZ LES NORDIQUES AU FORUM POUR LES ELIMINATOIRES

7 et 8 avril (voyage d'un jour)
335 ou 365 Billet bleu
385 Billet blanc

7 et 8 avril (voyage de 2 jours)
855 occ. double Billet bleu
905 occ. double Billet blanc

Les prix incluent: transport par autocar - Hébergement au Holiday Inn - 2 billets - Services d'un guide

Pour de plus amples renseignements ou pour réservations, veuillez communiquer avec:

VOYAGES FLEURY INC.
2891, 1re Avenue, Québec - 628-7801

à louer
espace à bureaux
une des meilleures locations au centre-ville
au coeur du système routier
stationnement à la porte
3 000 pi² 4,50 \$

renseignements: 529-4164

édifice

ÉMILIE ROCHETTE
au carrefour des rues Saint-Vallier de la Couronne côte d'Abraham face à l'édifice Le Soleil

NOMINATION PROCTER & GAMBLE

M. YVES AMELINE
Procter & Gamble annonce la nomination de M. Yves Ameline au nouveau poste de Directeur du service français de la planification. A ce poste, M. Ameline sera notamment responsable des communications francophones de la compagnie dans la province de Québec, y compris toutes relations avec le gouvernement, la presse et le public.

Faites comme moi... Choisir le Bon!
Michelle Simard

Jacques Langlois
OPTICIEN d'ordonnance

HAUTE-VILLE: Hôtel-Dieu de Québec 694-5086
LIMOILOU: 475, 3e Avenue 523-6690
BEAUPORT: 737, av. Royale 661-0384

6/36 GROS LOT 100 000\$
Approx. vendredi

NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTÉ L'ORDRE	3	16	24	29	31	32
6 sur 6	2	290	461,00\$			
5 sur 6	177	1	550,30\$			
4 sur 6	9345		81,50\$			
5 sur 6+	8	22	866,70\$	3	280	110\$

MISE-TÔT 3 20 28 34
496 GAGNANTS DE 100,80\$ CHACUN

Provincial

5831523	500 000\$
831523	50 000\$
31523	1 000\$
1523	100\$
523	25\$
23	10\$

Les billets gagnants de 1 000\$, 250\$, 100\$, 50\$ et 25\$ sont encaissables à toute succursale de la BNC.

Loto-Québec commandite cette année plus de 50 événements populaires, sportifs ou de plein air au Québec.

Mutuel

Numéro	Possibilité de
968897	4 Gagnants de 50 000\$
68897	34 Gagnants de 5 000\$
8897	340 Gagnants de 250\$
897	3 402 Gagnants de 50\$
97	34 020 Gagnants de 5\$

En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Un des 53 événements commandités par

loto québec

Québec en fête

Festival des sucres St-Jean-de-Matha
9 au 18 avril

Un des 53 événements commandités par

loto québec

Toute une société s'interroge



marcel pépín

A compter de ce soir, le gouvernement, les grandes centrales syndicales, le mouvement coopératif, les grosses sociétés d'Etat, les associations de consommateurs et les principaux regroupements de patrons vont se parler face à face de chômage, de faillites, de droits acquis, d'impôts trop lourds et quoi encore.

Ils n'arriveront pas à s'entendre sur la meilleure manière de traverser décentement une crise économique qui ébranle toute l'Amérique du Nord. Il y a même bien des chances qu'ils se liguent contre le gouvernement, pour mieux préserver les intérêts de leur secteur, ou qu'ils harponnent le grand absent de la rencontre, le gouvernement fédéral.

Mais il y a au moins un petit espoir que chacun, à sa façon et sans s'engager trop formellement, reconnaisse qu'un minimum de consultation, sinon de concertation, s'impose, pour éviter la dégringolade. C'est là le principal et peut-être le seul mérite de ces rencontres des divers agents socio-économiques, d'ordinaire portés à cultiver plutôt la méfiance mutuelle.

Le sommet de la solidarité auquel a rêvé le premier ministre Lévesque est déjà en partie compromis. Les syndicats ont flairé le danger: ils ne veulent d'aucune manière négocier leurs contrats en public. Pour les amener à la table, le premier ministre dut les rassurer sur ce point. Les entreprises, qui réclament le secours

de l'Etat, veulent repousser tout nouveau règlement concernant les mises à pied et tout nouvel impôt. Les consommateurs tiennent surtout à protéger le pouvoir d'achat de salariés moyens désarmés devant la hausse des prix. Le ministre des Finances insiste enfin quand même pour dépenser moins et encaisser davantage.



Les intérêts sont donc trop divergents pour qu'ils s'estompent subitement, sous prétexte que la conjoncture est difficile. Alors pourquoi ce palabre? Pour que chacun ait l'occasion de remettre en cause ses idées reçues! Si, au lendemain du sommet, quelques centaines de milliers de Québécois étaient plus convaincus que la veille de l'urgence de revoir certains choix de sociétés, l'effet pédagogique de la rencontre serait déjà énorme. Si, en plus, quelques milliers d'autres réalisaient jusqu'à quel point l'économie québécoise est imbriquée dans un ensemble économique continental, cela pourrait fort utilement contribuer à l'écroulement de certains mythes tenaces, comme celui de l'omnipotence de l'Etat provincial endetté que nous avons.

Enfin, si les discussions, si vigoureuses soient-elles, ne réussissent qu'à donner à quelques-uns de ces partenaires méfiants le goût d'une certaine trêve, d'un début de retenue et de mesure dans la revendication, le sens d'une certaine responsabilité qui dépasse la colonne des profits de l'entreprise ou la diminution de la semaine de travail, il y aurait presque lieu d'espérer qu'il est encore possible de se parler intelligemment au Québec.

Inutile de se leurrer, c'est une invitation à la

frugalité et à un meilleur partage d'une richesse qui ne croît plus guère que lance le gouvernement. Personne ne peut décemment espérer sortir indemne de cette difficile remise en question, si ce n'est l'interminable colonne de chômeurs qui paient déjà beaucoup trop pour le luxe des autres.

Il appartient d'abord au gouvernement de montrer un courage sans faille. Le camouflage a fait son temps. Il faudra dire enfin les choses telles qu'elles sont, quitte à essuyer la réprobation publique qui ne manquera pas de s'ensuire.

Il appartient aussi aux entreprises de cesser leurs récriminations contre telle ou telle mesure sociale et de démontrer, à l'inverse, quel effort elles sont prêtes à consentir pour épauler une société en crise qu'ils disent aimer. Il appartient enfin aux travailleurs d'enseigner au reste de la population le sens véritable de leur engagement à construire une société plus juste et plus équitable. Leur discours sera attentivement écouté par les 300.000 chômeurs qui désespèrent de toucher leur juste pitance.

Seules les sociétés riches et gâtées peuvent s'offrir le luxe d'un débat civilisé sur les causes de leurs difficultés temporaires. Si les participants au sommet, au lieu d'exiger davantage de cette société essouffée, prenaient le temps de mesurer aussi les conditions de ses forces et de ses promesses, ils auraient déjà amorcé son redressement.

Tous les Québécois ont à l'oeil ces décideurs à qui on ne pardonnera pas de se réfugier dans l'égoïsme rentable, aux frais des autres. Le Québec intéresse tout le monde.

revue de presse

Un programme mal compris

Le bilinguisme à la fonction publique fédérale est un programme mal compris qui a laissé de nombreuses blessures.

Ces blessures étaient en train de se refermer, mais il semble que le commissaire aux langues officielles, M. Max Yalden, ne puisse résister au désir de les rouvrir. Sa plus récente trouvaille, c'est que le gouvernement fédéral devrait obliger les sous-ministres unilingues à apprendre le français.

Cette idée, en plus d'être propre à provoquer des sentiments anti-francophones, est peu pratique. Les bons sous-ministres sont une denrée précieuse à Ottawa. Le gouvernement les choisit avec soin et les déplace de temps en temps, à mesure que les besoins des ministères changent.

Une partie de l'objectif du programme de bilinguisme à la fonction publique, c'était que les jeunes fonctionnaires bilingues — y compris un grand nombre qui ont appris une langue seconde aux frais du gouvernement graviraient les échelons pour finalement occuper les postes les plus importants. Si cela ne s'est pas réalisé, c'est dommage, mais il ne faudrait pas pour autant pénaliser des sous-ministres unilingues dans la cinquantaine. (Le 23 mars)

The Edmonton Journal

Allocations familiales

Le traitement universel, même bien intentionné, n'est pas toujours la politique la plus appropriée que le gouvernement puisse poursuivre, en ce qui a trait aux programmes de service social.

Prenons par exemple le système d'allocations familiales. Au Canada chaque famille, qu'elle en ait ou non besoin, reçoit du gouvernement fédéral \$26.91 par enfant, par mois, jusqu'à ce que l'enfant ait atteint 18 ans.

En 1980, Ottawa a versé \$1.7 milliard en chèques d'allocations familiales à 3.6 millions de familles. Riche à millions ou pauvre à crever, chaque famille de travailleurs a reçu un revenu fixe correspondant au nombre d'enfants à la maison.

Pour les familles riches ou celles de la classe moyenne aisée, qui n'ont pas besoin de cet argent pour joindre les deux bouts, les prestations représentent des millions de dollars en argent de poche supplémentaire, aux frais des contribuables. Pourtant, pour les 500.000 familles de travailleurs pauvres qui arrivent à peine à survivre, ces prestations ne suffisent même pas à payer le lait et le pain du petit déjeuner.

A quoi sert de maintenir un système d'allocations familiales qui est de peu d'avantage pour ceux qui en ont le plus besoin?

En cette période de récession, de chômage et d'inflation, le but d'un système d'allocations familiales devrait être d'assurer des fonds à ceux qui en ont le plus

besoin. Si le besoin était universel, bien sûr, le traitement universel serait approprié, mais dans le cas des allocations familiales, et à un moment où il serait préférable de réduire les dépenses gouvernementales, le système actuel est peu profitable et peu adéquat.

Beaucoup d'économistes préconisent à la place un programme qui consisterait à abolir les allocations pour enfants et à étendre le système de crédit fiscal. Il ne serait pas nécessaire d'augmenter les taxes ou d'augmenter les dépenses gouvernementales. Il n'y aurait pas de limite fixe de crédit, mais chaque famille obtiendrait un crédit proportionnel à ses besoins. (Le 23 mars)

The Medicine Hat News

Des dépenses insensées

Les finances publiques du Québec ont rarement été dans un état plus précaire ou en des mains si peu sûres. A preuve les prévisions de dépenses pour 1982-83 que le gouvernement a annoncées cette semaine, et qui inspirent le désarroi plutôt que la confiance. Le gouvernement, de manière insensée, va augmenter ses dépenses de 14 pour 100, ce qui les portera à \$23.5 milliards.

En plus de hausser considérablement les taxes des Québécois (qui sont les plus lourdement taxés de tous les Canadiens), ces projets insensés trahissent de la part du gouvernement une grande confusion des priorités et une vision brouillée de l'avenir; le gouvernement, apparemment, n'est pas conscient de ce qui se passe dans le monde réel, et n'est pas du tout en mesure d'y faire face.

Selon toute apparence, les restrictions et l'austérité sont d'abord pour les autres et en tout dernier lieu pour le gouvernement. La hausse totale des dépenses, de 14 pour 100, se trouvera plus élevée de trois points que le taux prévu d'inflation et que la croissance prévue du produit national brut.

Comment le gouvernement peut-il espérer qu'on le prenne au sérieux? Il a mis de côté \$25 millions pour un programme de création d'emplois et dit qu'il n'a pas les moyens de faire plus. Pourtant il prévoit \$20 millions pour l'administration de la Commission des accidents de travail, et une hausse de 17 pour 100 — à \$51.5 millions — pour Radio-Québec. La Commission de sécurité dans les sports recevra une augmentation de budget de 70 pour 100, soit un budget global de \$1.7 million, afin de doubler ses effectifs.

Ces programmes seraient peut-être utiles et souhaitables en des temps meilleurs. Mais ils ne sont pas essentiels autant que le sont l'éducation, la santé, les services sociaux et la stimulation de l'économie. C'est là la distinction que le gouvernement n'a pas pu ou voulu faire. Son administration fautive va nous coûter à tous très cher en taxes, en services et en occasions ratées. (Le 25 mars)

The Montreal Gazette



notes de lecture

L'envers du miracle japonais



laurent laplante

(collaboration spéciale)

Dans l'univers où nous vivons, univers de science et de constant changement, le Japon fascine. Qu'il s'agisse, en effet, d'automobiles ou d'appareils de télévision, de "gadgets" ou de superpétroliers, le regard, spontanément, se tourne vers le Japon pour y chercher à la fois la plus récente réalisation et la plus impressionnante fabrication en série. Cette réussite se poursuit d'ailleurs avec une constance qu'à peine freinée la crise de l'énergie et avec une arrogance qui déconcerte et cristise les autres économies. Tel est, selon l'expression consacrée, le miracle japonais.

Semblable réussite, qui contraste avec un marasme à peu près universel, suscite d'abord l'admiration. Puis, une intense curiosité. Selon Kamata Satoshi, celui qui donne libre cours à cette curiosité risque cependant de sortir fort déçu de l'examen: celui-là, en effet, ne pourra pas plus que les autres nier le "miracle japonais", mais il en connaîtra désormais plusieurs des moins sympathiques composants.

Ainsi, dit Satoshi, "on ne peut comprendre l'"étonnante adaptabilité" du capitalisme japonais si l'on ne mesure pas le poids que pèsent les faillites et les prétraitements dans son système de régulation: il y a là des facteurs tout aussi cruciaux que les directives du MITI (le tout-puissant ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur), les actions sélectives des banques ou la structure conglomérale des grandes entreprises". A cela s'ajoute une mécanique de sous-traitance qui semble conférer aux grands empires économiques une sorte d'immunité et qui laisse aux travailleurs et aux petites entreprises le soin d'éponger les dégâts.

Partout où la chose est possible, explique en effet Satoshi, la grande entreprise confie une part importante de sa production à des sous-traitants avec lesquels elle traite d'ailleurs avec une impériale impudence. Si la conjoncture économique se modifie de façon défavorable ou si le progrès technologique exige des produits inédits, la grande entreprise pivote, laissant sur le carreau une ribambelle de petits et moyens fournisseurs. Ceux-là et ceux-là seuls, font les frais du renouveau. Ceux-là, et ceux-là seuls, en effet, puisqu'ils sont situés au fin bout de

la chaîne de fabrication, se retrouvent sans marché, engluisés qu'ils sont dans la production d'un article périmé. Leur gros client, lui, passe à autre chose avec si grande facilité que les badauds s'empressent de crier au miracle.

Et comme si cette structure modulaire ne suffisait pas à écraser les petits entrepreneurs et leur main-d'oeuvre sous la majeure partie du risque, les grands empires, explique Satoshi, recourent aussi à d'astucieux emboitements de faillites et de prétraitements. Dès l'instant, en effet, où le conglomérat estime devoir se réorienter, il met en branle une assez répugnante propagande. Ou bien le travailleur doit, lui affirme-t-on, accepter un paiement forfaitaire et passer immédiatement à la prétraite, ou bien il court le risque d'être, de toute manière, mis à pied sans même obtenir, dans ce cas, la moindre compensation. On laisse ensuite l'ultimatum faire son travail de sape. Si l'entreprise parvient au nombre de démissions souhaité, elle peut tout aussi bien oublier la faillite et se réorienter radicalement en embauchant de nouvelles catégories de travailleurs. Et vogue la galère!

Dans l'ignorance où nous sommes — où je suis en tout cas — d'une législation ja-

ponaise complexe et visiblement très différente de la nôtre, la thèse de Kamata Satoshi ne répondra pas à toutes les interrogations. Satoshi, par exemple, n'explique pas pourquoi une entreprise du Japon passe obligatoirement par la compensation de départ, quand il lui est loisible, aux USA ou ici, de réduire ses effectifs presque sans mot dire. En semblable matière, l'éditeur aurait éclairé notre lanterne en balisant le texte de Satoshi de données factuelles sur les moeurs et les lois nippones.

Ceci dit, l'explication que donne Satoshi du "miracle japonais" concorde, au moins en partie, avec ce qu'observent nombre d'experts d'autres pays. La structure japonaise excelle, en effet, nous disent-ils, à faire porter à la base, une base qui comprend aussi bien les PME que les travailleurs eux-mêmes, l'énorme coût des virages et des volte-face. Ceci ne règle pas le problème des pays concurrents, mais ceci empêche de croire avec trop de naïveté que la réussite japonaise repose purement et simplement sur une quelconque tradition d'admirable et stoïque productivité.

Kamata SATOSHI, Japon: l'envers du miracle, François Maspero, cahiers livres 365, 1982, 164 pages.

La journaliste Sheila McLeod Arnopoulos vient de publier "Hors du Québec point de salut?", un volume traitant de la situation des minorités francophones vivant hors du Québec. Le volume, qui est lancé aujourd'hui, se penche plus spécifiquement sur l'Ontario francophone désigné souvent comme le *Nouvel-Ontario*. Léonce Gaudreault commente l'ouvrage.

"Hors du Québec point de salut?"

Les hybrides biculturels du *Nouvel-Ontario*

On a une vive impression de revenir de très très loin, en terminant la lecture de l'intéressant ouvrage de Sheila McLeod Arnopoulos. "Hors du Québec point de salut?" qui vient de paraître aux Editions Libre Expression.

Pourtant, ce n'est pas de la lointaine Louisiane française ou d'un minuscule coin de résistance francophone de l'Alberta dont cette anglo-montréalaise nous fait si bien vivre les luttes épiques de survivance de leurs habitants, mais de l'Ontario francophone, à deux pas du Québec. Plus précisément de cette région de Sudbury et du nord-ontarien que ses citoyens désignent souvent comme le *Nouvel-Ontario*.



léonce gaudreault

Mais comment expliquer ce sentiment d'avoir été plongé pendant 250 pages dans un univers si lointain et presque d'un autre temps, alors qu'il s'agit pourtant de l'histoire très actuelle d'une importante minorité dont on connaît par ailleurs relativement bien les luttes quotidiennes pour leur survie à travers l'actualité sur les résistances du gouvernement du premier ministre William Davis face à leurs plus petites revendications?

Ce sentiment vient du fait que l'auteur est une anglophone du Québec d'origine grecque qu'on ne peut s'empêcher d'établir des parallèles sur la disproportion énorme dans la situation de ces deux "minorités" et des moyens mis à leur disposition.

Les minorités

Avant d'aller plus loin, il est utile de situer immédiatement de quoi il s'agit. Pendant dix ans journaliste au défunt *Montreal Star*, l'auteur s'est beaucoup intéressée à la condition des minorités, tant aux femmes non syndiquées sur le marché du travail qu'à la communauté anglo-québécoise à laquelle elle appartient. Ce livre sur les francophones du *Nouvel-Ontario* est la poursuite de la recherche qu'elle avait faite avec le journaliste Dominique Clift sur "Le fait anglais au Québec", titre mémo d'un livre publié il y a deux ans qui avait remporté le Prix du gouverneur général du Canada.

Paradoxalement, ce n'est qu'à près cette reconnaissance que les auteurs avaient réussi de peine et de misère à trouver un éditeur (les presses de l'université McGill) prêt à publier le livre dans sa version originale anglaise. Situation qui résumait très bien en elle-même la largeur du fossé entre les "deux peuples fondateurs", les deux solitudes.

Cette récurrence de Mme Arnopoulos, qui a fait pendant dix-huit mois la navette entre Sudbury et Montréal, a comme objectif évident d'amorcer ces lutteurs de Franco-Ontariens, tels que Paul Desmarais et Robert Campeau. Comme elle l'écrit, il s'agit donc de personnes biculturelles — hybrides — qui ne sont pas totalement acceptées par la communauté anglaise ou française. "Quoi qu'ils affichent indubitablement un côté anglais, ils se considèrent néanmoins de culture française."

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, ce n'est pas pour défendre en soi la cause des franco-ontariens dans les termes habituels de la reconnaissance des droits linguistiques qu'elle a écrit ce livre plutôt pour amener les "pures laines" des deux peuples fondateurs à accepter ces

êtres "hybrides", ces "mutants" franco-ontariens, comme elle le précise en préface.

"Peut-être aussi étais-je curieuse de savoir ce que l'avenir me réservait à cet égard", ajoute-t-elle. Je croyais qu'elle faisait là une allusion au sombre avenir que les anglo-québécois en lutte contre la loi 101 voient planer au-dessus de leur tête.

Des cauchemars

En effet, il y aurait de quoi alimenter les pires cauchemars si ceux-ci pouvaient avoir raison de percevoir à travers les événements se passant au Québec qu'ils puissent connaître ne serait-ce qu'une partie de ce que les franco-ontariens vivent depuis plus de cent ans.

Ce n'est heureusement pas le cas. Fort heureusement! Même si ce n'était pas son propos, on sort un peu étonné que l'auteur n'ait signalé au passage qu'une seule fois les écarts entre les deux situations. Parallèlement aux anglophones du Québec qui n'ont jamais eu à lutter pour leurs écoles, précise-t-elle, la culture franco-ontarienne a été profondément marquée depuis plus de cent ans par la répression systématique du français, surtout dans le domaine scolaire.

Cela n'enlève pas la qualité du reportage journalistique de cet ouvrage objectif qui cache mal, malgré tout, une grande admiration pour la vitalité de cette francophonie minoritaire.

"Hors du Québec point de salut?" est avant tout la chronique attachante d'une société héroïque qui a donc sa galerie de héros. Et, contrairement aux ouvrages sur les Franco-Ontariens, les héros sont très peu souvent des intellectuels ou des curés. Ils sont plutôt des syndicalistes, des bûcherons, des poètes et des magnats de la finance (il s'agit évidemment des deux petits gars de Sudbury, Uesmarais et Campeau, qui se sont affrontés à l'Establishment anglo-saxon).

Réveil culturel

C'est donc l'histoire du réveil culturel de ce *Nouvel-Ontario* autour d'André Paiement qui a notamment fondé CANO, groupe musical bilingue qui s'exprime de plus en plus par la culture anglaise depuis la mort de son fondateur. Celle du chanteur Robert Paquette qui vit maintenant à Montréal et qui, à chaque retour dans son "coin" se fait mettre à l'épreuve pour voir s'il est toujours des leurs.

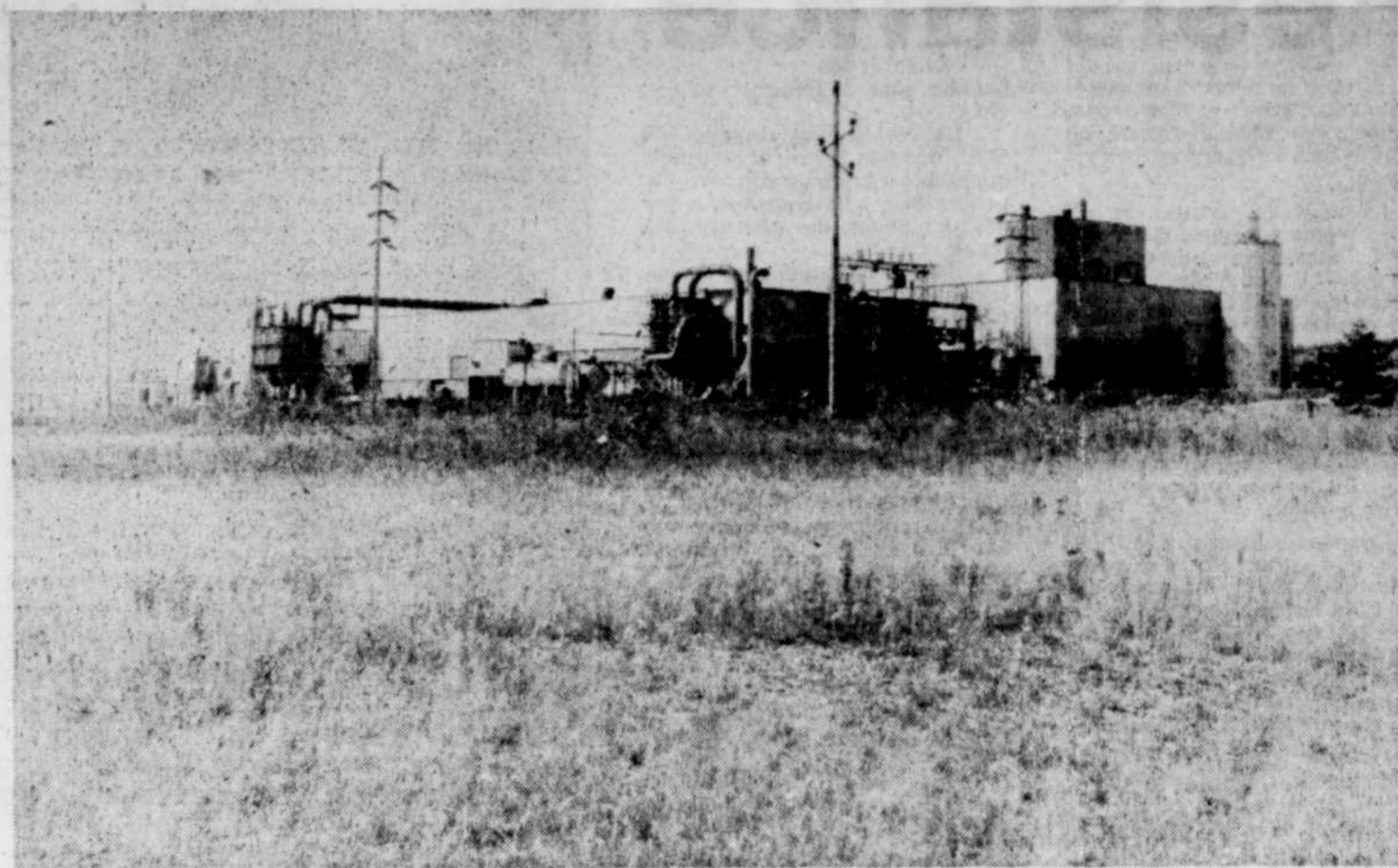
C'est l'histoire de syndicalistes, tels Jacques Gignac qui s'est défini socialiste avant d'être francophone, dans leurs affrontements contre un clergé conservateur. Celle aussi des seigneurs de la forêt, les "rois du deux-par-quatre", ces francophones qui dominent toute l'industrie du bois en Ontario, sauf les pâtes et papiers.

Ce sont donc des pages émouvantes sur une société attachante.

On s'étonne qu'ils fassent si peu de bruits, quand on entend la fureur actuelle des anglo-québécois. Inégalités énormes de situations et de moyens.

On entend encore les échos de sir Wilfrid Laurier, alors premier ministre canadien, sommant déjà en 1910 le gouvernement ontarien de traiter sa minorité française de la même façon que le Québec traitait sa minorité anglaise Deux ans plus tard, ce gouvernement adoptait le répressif "règlement 17", interdisant formellement l'enseignement du français dans les écoles.

Les choses ont changé depuis. Mais pas assez et trop peu lentement, comme en témoigne l'histoire actuelle des franco-ontariens.



L'économie est au plus mal au Québec au moment où s'ouvre le sommet économique tripartite convoqué par le gouvernement Lévesque. Le chômage, l'inflation, les taux d'intérêt élevés, les fermetures d'usines rappellent la Grande Crise des années 1930. L'Etat jongle avec tous ces problèmes et sa marge de manoeuvre est toujours plus étroite. Il risque maintenant de n'avoir plus qu'à annoncer des hausses de taxes. Denis Angers fait le tour de la question.



LE SOMMET DE QUÉBEC

Le fond du baril

Rien ne semble plus aller, au pays du Québec, à l'heure où débute, dans la Vieille Capitale, le sommet économique qui réunira, trois jours durant, les principaux représentants du patronat, du monde syndical et du gouvernement provincial.

En fait, dans ce Québec d'avril 1982, la seule ressource intarissable apparaît être la production d'épithètes pour qualifier la situation de l'économie d'ici. Une économie en récession pour les uns, en crise pour les autres; une situation jugée tour à tour "désastreuse, difficile, catastrophique, jamais vue depuis la Grande Crise des années 1930".

Mais quels sont donc ces paramètres économiques que tous les intervenants de Québec invoqueront à qui mieux mieux, cette semaine. Et en vertu desquels ministres, hommes d'affaires et porte-parole syndicaux participent à une rencontre convoquée de toute urgence par un gouvernement qui a vainement tenté d'y accoler l'étiquette de "sommet de la solidarité"?



denis angers

Il y a d'abord le chômage. Une donnée omniprésente qui, dans les régions du Québec, affecte pas moins de 361,000 travailleurs de tous âges et de toutes conditions. En février 1982, le taux de chômage provincial atteignait 11.6 pour 100 de la main-d'oeuvre active. Il y avait pire! Ainsi, dans la grande région de la capitale, le pourcentage des sans-emploi atteignait 14.4 et condamnait à vivre de prestations d'assurance-chômage pas moins de 76,000 personnes!

Phénomène concomitant au chômage, l'accroissement des bénéficiaires d'aide sociale s'est chiffré à près de 1 pour 100 de la population québécoise, depuis un an. Alors qu'en janvier 1981, un peu plus de 5 pour 100 des Québécois en âge de travailler devaient se contenter de recourir à l'aide sociale, ils étaient plus de 500,000 cette année, et constituaient pas moins de 6 pour 100 de la population de plus de 15 ans.

Explication de cette véritable crise de l'emploi; la conjugaison de trois autres paramètres économiques: l'inflation, les taux d'intérêt et les fermetures d'entreprises, fermetures qui, bien souvent, se doublent de retentissantes faillites de sociétés jadis prospères.

Un phénomène nord-américain

Considérons en premier lieu le taux d'inflation, cet hydre que le gouvernement fédéral et les milieux d'affaires jugent être l'ennemi numéro un de l'économie nationale. En février, ce taux s'est maintenu au-

dessus de 12 pour 100 au Québec, un demi-point de plus que dans le reste du Canada. Si cette croissance annuelle se situe à peu de chose près au même niveau que celle de l'année dernière, il n'en demeure pas moins que, compte tenu de l'ampleur de la récession, ce niveau d'inflation est inexplicable. Et inexplicable.

Car, selon les théories classiques, mises à pied massives et diminution du produit intérieur brut auraient normalement dû stopper la spirale inflationniste. Or, ce n'est pas le cas. A preuve, dans la grande région de Québec, le rythme d'augmentation des prix à la consommation vient d'atteindre le niveau encore jamais vu le 13 pour 100 l'an!

Où donc alors est la faute. Il semble qu'une large part de responsabilité dans cette "stagflation" — le terme avant qui décrit une combinaison simultanée de chômage et d'inflation — soit portée par les taux d'intérêt élevés que pratique actuellement la Banque du Canada. Après les paliers sans précédent que gagnèrent ces taux à l'automne de 1981, ceux-ci ont quelque peu perdu de leur ampleur à l'arrivée de l'hiver. N'empêche que, aujourd'hui, le meilleur taux consenti par les institutions bancaires à leurs clients commerciaux dépasse toujours les 17 pour 100, un seuil qu'il y a deux ans encore, les citoyens n'auraient pas hésité à qualifier d'usuraires.

S'il en va ainsi, c'est surtout que le Canada n'a pas le choix. Ou, plutôt, qu'il ne tient pas à l'avoir. Dans une économie ouverte comme la nôtre, la proximité du géant américain oblige à toutes fins utiles l'autorité monétaire canadienne à emboîter le pas sur son homologue américain. Et à maintenir, par Banque du Canada interposée, une politique de taux d'intérêt élevés. A défaut de quoi, la valeur du dollar canadien, déjà passablement secoué, risque de franchir allègrement le niveau de \$0.80 américains. Un niveau synonyme d'un nouvel accroissement de l'inflation puisque, automatiquement, les capitaux canadiens prendraient massivement le chemin de l'étranger et que les prix à la consommation croîtraient, conséquence de notre dépendance, pour les produits alimentaires, les appareils de haute technicité, les machines-outils...

En fait, une dévaluation du dollar, si elle rendait plus compétitifs les produits québécois sur les marchés extérieurs, risquerait fort de réduire à néant les investissements au pays, l'empêchant de mener à terme ses politiques de développement par la voie de méga-projets. A ce chapitre, qu'il suffise de penser aux difficultés apparemment insurmontables qui grèvent actuellement la réalisation du programme Alsands.

Le Québec écope

Reste encore le phénomène des faillites et des fermetures d'entreprises. Ici, le Québec est touché de

plein fouet! Il enregistre en 1981 pas moins de 43 pour 100 des mises en faillites canadiennes, des faillites qui ont conduit à la fermeture de pas moins de 3,306 commerces et usines de tout acabit!

Ces fermetures en cascades, déjà impressionnantes par leur nombre, viennent par ailleurs se joindre aux décisions économiques des hommes d'affaires eux-mêmes. Des gens qui, de crainte de voir engloutis leurs investissements, préfèrent souvent liquider leurs actifs avant d'avoir à affronter le syndic. Ainsi, dans la grande région de Québec, ce sont pas moins de 28,000 emplois qui furent perdus en 1981. Et que, par "pans de murs entiers", des industries de première importance ont effectué des mises à pied, souvent permanentes.

Dans cette optique, qu'il suffise de relever les cas du minier de fer, de l'amiante, du bois de sciage... Dans le premier exemple, le ralentissement causé par la chute de la demande pour les automobiles nord-américaines (construites avec de l'acier fondu à même le minier de la Côte-Nord) a conduit au chômage près de 40 pour 100 de la population active de l'agglomération de Sept-Îles-Port-Cartier!

Pour ce qui est de l'industrie de l'amiante, c'est par milliers que les mises à pied se sont faites dans la région de Thetford-Mines. A cause bien sûr de la campagne de sensibilisation aux dangers du produit, notamment en Europe, mais surtout en raison de la chute draconienne des mises en chantier, partout en Amérique. Or, l'une des utilisations premières de la fibre est directement liée à l'isolation et à la finition des nouveaux édifices.

Quant à l'industrie du sciage québécoise, voilà un autre cas de taux de chômage dépassant les 40 pour 100, là aussi lié aux problèmes de la construction. Des problèmes qui ont provoqué une diminution considérable de la demande pour les produits du bois, sur le marché nord-américain.

Dans ce contexte difficile, l'Etat doit composer avec des ressources fiscales de plus en plus restreintes, parce que le Québec a déjà la désagréable habitude de taxer davantage ses contribuables privés, de près de 20 pour 100 par rapport à l'Ontario selon le Comité de promotion économique de Montréal. Et que, pour tout dire, il a atteint le fond du baril dans sa capacité de combler le manque à gagner sur le marché de l'argent. A \$3 milliards l'an, le seuil de la tolérance en ce qui a trait aux déficits est en effet atteint. Et, faute de coupures encore plus radicales dans les dépenses de l'Etat et de réductions de services qui apparaîtraient intolérables, le gouvernement risque de n'avoir que des augmentations de taxes à annoncer lors de la production de son budget des revenus, le mois prochain. Et ce, sommet ou pas.

Québec-Canada

Résistance

Bientôt la reine d'Angleterre viendra nous remettre "notre constitution". La révolte gronde au cœur de tous les Québécois et il y a de quoi!

La nouvelle constitution représente pour le peuple québécois un recul important, même par rapport à 1867. La nouvelle "entente" arrache au Québec son droit de veto constitutionnel, une convention historiquement reconnue par le Canada. Elle lui enlève le droit de juridiction exclusive dans l'éducation et la langue. Ces reculs sont introduits tout en refusant la reconnaissance du Québec en tant que nation, son droit à l'autodétermination.

Comme si cela ne suffisait pas, toute une avalanche d'attaques tombe sur le peuple québécois depuis. C'est la tentative d'ingérence du fédéral dans l'éducation au niveau supérieur. Ce sont les attaques répétées à la loi 101, les déclarations de Tilden, le jugement de la cour d'appel du Québec contre la francisation dans l'air.

En même temps, la stratégie économique du fédéral, avec le développement de mégaprojets dans l'Ouest, condamne le Québec à subir davantage le poids de la crise économique.

On peut se demander comment on en est arrivé là, comment on a pu se faire rouler à ce point dans les négociations constitutionnelles?

Plusieurs rejettent la faute sur les Québécois eux-mêmes qui n'ont pas appuyé le PQ au référendum.

Quant à moi, j'en rejette la faute sur le PQ lui-même qui trompe le peuple québécois.

Depuis que le PQ est au pouvoir, il a tout fait pour écraser tout ce qu'il y avait de progressiste et de révolte populaire dans le mouvement national pour canaliser la colère des Québécois dans la passivité électorale. Plus de grandes manifestations, comme celle contre le bill 63. C'est plutôt les tractations et les compromis avec les pires réactionnaires, comme Lougheed en Alberta. Pas surprenant qu'avec de tels amis, on se fasse avoir.

Quel idéal, quel objectif le PQ propose-t-il au mouvement national: "rendre nos patrons québécois compétitifs par rapport à l'Ontario". Il n'y a pas là de quoi stimuler un peuple!

Les propres mesures du PQ pour sortir les capitalistes québécois de la crise: coupures dans les services sociaux, la santé, l'éducation et même la culture, risquent de nous faire reculer plusieurs dizaines d'années en arrière, dans les gains qu'on avait faits, par nos luttes, pour conquérir l'égalité.

Il reste que le peuple québécois doit renverser l'attaque chauvine d'Ottawa et des monopoles canadiens.

Ce qui affaiblit le mouvement national aujourd'hui, c'est la séparation totale qui est souvent faite entre les intérêts nationaux et les besoins économiques et sociaux. On a tendance à s'allier au patronat québécois et à son gouvernement péquiste dans le mouvement national et de l'autre côté on se retrouve opposé à eux quand il s'agit de lutter pour l'égalité salariale, l'éducation, la santé, les emplois et de bonnes conditions de travail, etc. Au contraire nous devons faire de la lutte contre l'oppression nationale et de la bataille contre les politiques de crise des patrons et des gouvernements, un seul et même combat.

Un mouvement national, indépendant du PQ, peut et doit se construire maintenant à travers les organisations syndicales et populaires existantes. Il peut se construire à travers certaines luttes concrètes dans lesquelles les Québécois sont engagés actuellement: comme la francisation dans l'air, la

bataille pour la réforme scolaire, etc.

La constitution demeure un enjeu de taille. Il revient au peuple québécois d'exprimer son veto populaire face à la constitution par des résolutions, des pétitions, des manifestations.

Encore là, l'unité avec les autres nationalités, les peuples autochtones, les travailleurs, les femmes qui sont brimés par la constitution, ne peut que nous renforcer face à l'ennemi commun.

Nous devons demander un statut égal pour le Québec au sein du Canada. Le Canada doit être transformé en fédérations de nationalités librement associées.

Mais nous savons très bien que tant que ce sont les profits et l'appât du gain qui guident notre société, les inégalités et les injustices seront de règle. Seul un pouvoir ouvrier pourrait accorder l'égalité aux nationalités, car ses objectifs seraient d'assumer les besoins du peuple et le plein développement de toutes les nationalités.

Gilles Lortie, Sept-Îles

Constitution de l'ambiguïté

Certaines nouvelles publiées dans les journaux laissent entendre que l'adoption du "Canada Bill" par le Parlement de la Grande-Bretagne a promu le Canada au rang de pays souverain. Dans le monde, quand des pays décident de leur souveraineté, ils n'ont pas recours à une puissance étrangère pour se doter d'une constitution; celle-ci est réalisée par les "gens du pays".

Par exemple, aux États-Unis, la constitution a été le fruit de



concertations entre les États américains de l'époque. Nos voisins du sud se sont donné une charte des droits et une formule d'amendements sans recourir à l'Angleterre avec qui elle rompait ses liens. Comment concevoir l'indépendance du Canada tout en conservant ses attaches avec la "mère patrie" conquérante de 1759?

En 1867, l'Angleterre ouvrait la porte à un assouplissement de sa domination sur le Canada par le

"British North America Act" (BNA), qui tenait lieu de constitution du Canada. Il y était clairement exprimé la reconnaissance des deux peuples fondateurs: français et anglais. Le Québec n'eut pas à se plaindre de cette constitution de 1867.

L'on connaît suffisamment dans quelles circonstances fut finalement décidée la nouvelle constitution canadienne dans la nuit du 4-5 novembre 1981, de triste mémoire. Le Canada francophone (Québec), ne pouvait pas signer une constitution unilatéralement "pétée" par le Canada anglophone (les autres provinces). L'histoire saura interpréter les faits.

Que la reine d'Angleterre vienne en personne "livrer" la nouvelle constitution 1981 est une capitulation de Sa Gracieuse Majesté. Se rend-elle compte de la gravité de son geste, par lequel elle promulgue un Canada uniquement anglophone, alors que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord reconnaissait la dualité du Canada?

N'est-ce pas nous vivons sous le signe de l'ambiguïté.
Maurice Dussault, archiviste Québec

Jean du Rocher
Jean-Marie Pérusse
Rimouski

Visite et trahison

On dit dans les milieux bien informés que Sa Majesté la reine d'Angleterre a témoigné du désir de venir visiter le Canada, surtout le Québec. Et pour votre information, madame Elizabeth II, nous tenons à vous dire que votre visite ne nous dérange pas plus que cela. Nous n'avons qu'un seul souhait à vous faire: celui de ne pas fouler le sol de notre seule patrie, le Québec. Vous serez plus à votre aise parmi les vôtres pour y banquetter, lever votre verre à notre santé, loger dans les hôtels les plus somptueux et

bien sûr pour vous faire gratifier de moult cadeaux offerts par le gouvernement fédéral au nom de la population canadienne mais hélas payés par les Canadiens français.

Ca va ressembler étrangement à la célébration de la trahison concertée d'un Canadien du Québec avec les 74 députés du Québec, plus libéraux que patriotes. A la suite d'une pale copie en la personne de Claude Ryan.

La main de Dieu au visage...

Dans le début de cours d'histoire et l'énumération des bienfaits du conquérant anglais, M. J.R. Leblanc (cf. LE SOLEIL, 22 janvier p. A-6) semble ignorer plusieurs faits importants, voir primordiaux.

Vous avez sans doute oublié la déportation des Acadiens en 1755, et la mise à prix de ceux-ci, s'ils étaient capturés morts ou vifs en Acadie.

Pourtant le traité d'Utrecht en 1713 leur accordait les mêmes droits que nous avec le traité de Paris de 1762.

Pour nous les choses se sont passées différemment, sinon hypocritement; pendant que ces messieurs anglais nous parlaient du libre exercice de nos droits, ils caressaient un projet d'union qui avait pour but d'assimiler et de noyer les Québécois par une immigration massive d'Anglais protestants.

Et les rapports des gouverneurs anglais sont révélateurs, pour James Craig et le juge en chef Sewell; il fallait enlever le droit de vote aux Québécois, unir le Haut et le Bas-Canada et remettre le gouvernement aux mains de la minorité anglaise en abolissant la Chambre basse ainsi que la constitution de 1791.

En 1838, le rapport de lord Durham nous dit en outre ceci:

"On peut difficilement concevoir une nationalité plus dépourvue de tout ce qui fortifie et élève un peuple, que celle qui est représentée par les descendants des Français dans le Bas-Canada, et cela parce qu'ils ont conservé leur langue et leurs coutumes particulières".

"Quoi qu'il arrive, quel que soit le gouvernement, anglais ou américain, ils n'ont aucun espoir pour leur nationalité." "Il ne faut pas heurter les sentiments des Canadiens..." "Il faut employer la douceur, angliciser les Canadiens par étape: supprimer d'abord l'usage des 2 langues, puis établir dans le Bas-Canada, par une politique d'immigration massive et rationnelle, une population anglaise avec ses lois et sa langue..." "L'assimilation sera lente mais certaine..."

"Quelle résistance qu'ils fassent, l'absorption de leur race est déjà commencée. Notre langue se propage comme fait tout naturellement la langue des employeurs et des riches. L'assimilation doit commencer immédiatement en confiant l'autorité à la population anglaise." Il faut "changer dès à présent le caractère national de la province..." c'est pour les tirer de cette infériorité que je désire donner aux Canadiens notre

caractère anglais."

Peut-on trouver cela fair-play pour un conquérant de nous traiter d'inférieur, d'agir hypocritement en ne respectant pas les traités qu'il a signés.

De même les dissolutions de la Chambre basse lorsqu'elle ne se conformait pas aux directives et abus du gouverneur. Et la fermeture des journaux canadiens-français, l'emprisonnement des journalistes dont quelques-uns étaient députés; parce qu'ils publiaient des articles jugés diffamatoires et séditeux au régime anglais. Est-ce toujours fair-play?

C'est par des manœuvres semblables que le conquérant anglais subit la révolte des Patriotes en 1837. Cette révolte, il la matraqua par la répression armée, le pillage et l'incendie des villes où éclataient les émeutes. C'est pas si peu dire, leur politique coloniale était si au point que les Américains aussi se sont révoltés peu après.

Mais la chose primordiale que vous oubliez dans votre énoncé M. Leblanc, ce sont ceux qui nous ont empêchés d'être assimilés outre notre volonté, ce sont nos curés de campagne. Je les remercie pour cela mais, ces curés à qui tous les habitants se regroupaient pour comprendre la situation, recevoir l'éducation que vous mentionnez, ne nous ont-ils pas tenus à l'écart du problème?

Le rôle du clergé a cessé lorsque les évêques canadiens furent reconnus par le roi d'Angleterre, ils en retirèrent des intérêts profitables pour leur situation. Rares sont les curés, nombreux ils sont d'avoir condamné la révolte de 1837. Le conquérant anglais l'a compris, tant que le clergé ne sera pas soumis au pouvoir, il ne tirera rien du peuple.

Rappelez-vous les cours d'histoire des Frères de l'École Chrétienne; les mauvais sauvages, le bon conquérant et ses bienfaits et la "stupide" insurrection de 1837. Jusqu'à tout dernièrement (la révolution tranquille n'est pas loin), un réveil de la pensée a eu lieu.

De nos jours, ces faits se perpétuent encore par une résurgence du passé, nous avons une minorité anglaise qui refuse les lois et un parti dit libéral québécois qui favorise la "pensée anglo-saxonne" (livre beige); de là le nom de Parti anglais, au service d'un pouvoir central qui conserve ses idées d'assimilation en niant nos droits acquis.

J'espère un jour, que vous recevrez la main de Dieu, mais dans la face pour que vous et vos semblables, vous sortiez de votre léthargie pour dire enfin dans le vrai sens: "Je me souviens".

Comme dirait l'autre: "A chacun son narcissisme".
J.R. Leblanc
Gaspé

Le grand défi de la concertation

Le plus grand défi actuel du gouvernement québécois consiste à établir une collaboration fonctionnelle, dans le domaine économique, avec le gouvernement fédéral. Il ne s'agit pas, bien sûr, de viser à en arriver à une même vision fondamentale du Québec et du Canada, ou même seulement de l'économie: chacun sait que plusieurs décennies n'y suffiraient pas. Il s'agit d'établir, dans le cadre d'une mise entre parenthèses des grandes options, une concertation concrète pour le plus grand bien, non d'un Québec futur ou d'un Québec rêvé, mais du Québec très réel qui a beaucoup souffert récemment et souffre encore, en raison d'une économie défaillante.

Le discours politique soutient que cette collaboration existe "dans la mesure" où le permet la situation actuelle. Dans la réalité des faits, et ça et les politiciens et la population le savent, elle n'existe pas, sinon de façon très, très minimale, bien en deçà de ce qu'elle pourrait "raisonnablement être". Chacun sait, en effet, pour avoir participé ou avoir été un témoin proche de réalisations locales, régionales ou provinciales que tout projet, impliquant plusieurs intervenants, requière pour réussir que chacun y mette du sien et qu'au moins une des parties s'implique à fond pour le mener à terme.

Le discours politique laisse entendre encore que nous pourrions corriger les lacunes de l'économie, quand nous serons indépendants. Une sorte d'idéologie du "Grand soir" quoi! Il est bien certain que la situation sera différente si le Québec accède à l'indépendance; mais différente n'est pas synonyme de "changée-exclusivement-pour-le-mieux-de-sorte-qu'il-n'y-aura-plus-de-problèmes". Il ne faudrait pas recréer à l'échelle du Québec, avec 65 ans de retard, l'idéologie du "Grand soir" présentement en faille de façon quasi universelle. Enfin, si l'on a cultivé à ce point le "self-fulfilling prophecy" qu'on s'est convaincu soi-même qu'il est nécessaire, dans l'état actuel des choses, que ça aille très mal, il est grand temps de s'arrêter, de prendre un peu de recul et de se re-brancher sur la réalité. L'enjeu est trop grand, on ne peut plus se permettre de continuer à laisser la situation se dégrader en se disant que c'est bien malheureux, mais qu'on n'est pas responsable.

Les mêmes reproches s'adressent tout autant au gouvernement fédéral, mais comme le premier gouvernement des Québécois est le gouvernement du Québec, ils s'adressent d'abord et avant tout à lui.

Du point de vue de la "pureté" de l'idéologie partisane, cette proposition constitue une hérésie sans nom, mais d'un point de vue réaliste, concret, terre à terre, elle signifie plusieurs milliers de chômeurs et quelques centaines de désespérés en moins.

Il s'agit là d'un défi très exigeant, mais qu'il serait "presque criminel" de ne pas relever. Avec l'hiver, le pire est passé pour le moment; mais, d'une part, dans moins de un an il y aura un autre hiver qu'il serait téméraire de prévoir comme moins difficile que celui que nous venons de traverser, et, d'autre part, le genre de collaboration auquel réfère cette lettre ne s'improvise pas à la dernière minute.

Sans une concertation véritable entre Québec et Ottawa, il y a forcément plus de chômeurs, plus de gens qui souffrent. On peut bien se gargariser de toutes sortes de beaux discours, mais qu'on retourne la question sur le bord qu'on voudra, il n'y a pas à en sortir: c'est, dans la situation actuelle, une conséquence inéluctable. Il ne s'agit pas de renoncer à sa raison d'être et aux efforts pour l'atteindre, il s'agit de créer une zone de paix relative, parce que le prix à payer pour la maintenir en zone de guerre (ouverte ou larvée) est trop élevé. Il s'agit en somme de ne pas choisir, et j'irais même jusqu'à dire de ne pas continuer à choisir, "l'alternative du diable".

C'est maintenant que doit se forger une collaboration qui rendra un peu moins cruel et un peu moins sauvage le prochain hiver pour des milliers et des milliers de Québécois.

Claude Noël
Québec

Drapeau noir

Comme ça, il paraît que la reine d'Angleterre va venir "inaugurer" la constitution! Quant à moi, elle aurait bien pu rester chez elle.

Pourquoi ajouter à notre douleur? Elle sait que cette pseudo-constitution n'a jamais été et ne sera jamais celle du peuple québécois.

Imposée par des élus qui n'avaient pas mandat pour cela, elle sera subie comme les Polonais subissent la loi martiale (avec joie, dit Trudeau).

Deux suggestions aux Québécois: trouver un morceau d'étoffe noire et l'arborer à sa fenêtre ou à son mat tout le temps que la reine sera ici; que le gouvernement du Québec, lui, refuse de la rencontrer et remette ses drapeaux en berne!

Onil Poirier
St-Denis

Oui à Landry

Je voudrais remercier le ministre Landry pour tout ce qu'il fait pour aider la cause du Québec. Et surtout le féliciter pour ne pas avoir craint de faire connaître la situation des francophones du Québec qui d'ailleurs est très bien connue de l'ensemble des peuples francophones.

Et j'espère que tous les ministres, députés et simple Québécois ne se génèrent pas pour faire connaître tous les "collaborateurs" qu'ils soient du fédéral ou de l'Assemblée nationale et qui travaillent pour la disparition du peuple francophone du Québec.

Afin qu'à la suite du général De Gaulle on puisse crier du haut de tous les balcons: Vive le Québec libre. Et je suis bien content de la manière dont vous avez servi une réponse à Gérard D. Lévesque qui se promettait de vous faire ravalier vos paroles. Il a été servi à souhait et il n'en a plus parlé.

Emerilda Héту
Québec

Tout n'est pas fini

Tout le monde attendait ce qui viendrait.

Devant le néant ou le peu de propositions sur lesquelles elles pouvaient se rattacher pour savoir ce qu'elles feraient à l'avenir si elles épaulaient le Québec, les provinces attendaient. C'était bien beau que le Québec soit organisé, mais elles? Et nous, disaient-elles, qu'est-ce qui se passe après?

Malheureusement, le Québec n'a pas pu répondre ou même ressentir cette préoccupation des provinces, abasourdi qu'il était d'avoir réussi à se rallier ces mêmes provinces.

C'est alors que M. Trudeau, les sœurs au front, voit enfin une issue et décide de prendre l'offensive que le Parti québécois ne voit pas, ne voit pas comme étant son atout majeur à ce moment de l'histoire.

à nos lecteurs

LE SOLEIL publie avec plaisir les lettres de ses lecteurs. Les opinions doivent être appuyées du nom et de l'adresse de leurs auteurs de même que du numéro de téléphone. LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et de raccourcir les lettres publiées. Le Soleil, 390, rue Saint-Vallier est, Québec, G1K 7J6

Aux fédéraux

On ne tend pas la main à celui qui nous insulte. En effet, sauf des exceptions anormalement normales, ils sont très rares les gens qui le font. Alors en voyant agir nos politiciens, je me pose la question suivante: quelle serait la conduite du gouvernement central si le gouvernement du Québec cessait de l'accuser, de l'insulter, de lui reprocher tous les problèmes que doivent subir les Québécois?

Au gouvernement central, je pose la question suivante: quel jeu jouez-vous; est-ce que vous souhaitez la séparation du Québec? Vos agissements ont favorisé la victoire péquiste lors de la dernière élection générale, en dépit du résultat du référendum. Etes-vous conscient que la stratégie du Parti québécois est de vous obliger à dire non à tous ses projets? En accusant les 74 députés fédéraux de trahies et de beaucoup d'autres qualificatifs, cela n'incite pas votre gouvernement à s'entendre avec celui du Québec.

A moins que vous ne changiez votre manière de traiter les Québécois, vous faites le jeu péquiste. J'aimerais savoir ce qui se produirait si les luttes entre vos deux formations politiques cessaient. Je m'inquiète de votre conduite. N'attendez pas les prochaines élections car elles se préparent maintenant. Continuez comme cela et vous risquez la catastrophe qui desservirait les Canadiens et les Québécois.

Maurice Gagnon, sr.
Québec

Ce narcissisme à fleur de lys

Dans LE SOLEIL du 12 mars, en page A-6, M. Paul Côté nous laisse voir qu'il n'aime pas les Anglais. Il ne peut donc comprendre ceux qui savent apprécier leurs qualités que nous aurions avantage à acquiescer: entre autres, le civisme et le respect de la propriété. Ici je fais allusion à cette lettre récente d'un lecteur qui établissait une comparaison entre les dégâts et déprédations de la beuverie carnavalesque de Québec et une fête similaire à Ottawa, sur le canal Rideau. Grande leçon de savoir-vivre pour nous, Québécois.

Mais revenons à l'anglophobie de M. Côté et de ses semblables. Lorsqu'ils auront compris que les longues guerres continentales de la France ont inexorablement conduit celle-ci à sa ruine, à la dislocation de son empire, ruine et dislocation auxquelles ont largement contribué ses monarques d'alors; lorsque M. Côté et ses apôtres auront accepté le fait historique de la conquête du Canada par l'Angleterre; lorsqu'ils sécheront leurs larmes qui coulent depuis la défaite des plaines d'Abraham; lorsqu'ils accepteront la réalité nord-américaine d'une population de 240 millions d'individus qui vivent, travaillent et se récréent en anglais,

alors ils auront effectué à ce moment un pas intelligent. Au lieu de gémir sur un passé historique auquel on ne peut rien, on aura eu la lucidité de se tourner vers l'avenir qu'on peut façonner.

Cet avenir, que sera-t-il?... Vous rêvez d'un Etat indépendant?... Voici la route à suivre qui vous y conduira. Jetez le syndicalisme par-dessus bord, retroussez vos manches, travaillez de longues heures avec acharnement, vivez selon vos moyens, économisez, apprenez à être productifs et efficaces, libérez-vous de vos dettes envers les pays étrangers, soyez les Spartiates de l'an 2000 et, après trois ou quatre générations de ce régime vous pourrez parler d'indépendance.

Quelle est notre orientation actuelle?... L'économiste Pierre Fortin nous prédit pour 1985 un déficit de 9 milliards à moins qu'on ait le courage de donner un vigoureux coup de barre. Nos gouvernements sont les otages de la fonction publique et parapublique qui, toutes deux, syphonnent allégrement le Trésor de l'Etat. Pour faire face à cette saignée systématique, notre peuple qui, en 1951, avait un taux de croissance démographique de 2.7 pour solder

des dépenses de près de 3 milliards avec une croissance tombée dangereusement à 0.8 (cf. "Québec 2001" Ed. Boréal). La population qui était, en 1971, de 6,027 millions d'habitants aura péniblement atteint 7 millions en 2001, un gain de 900,000 habitants en 30 ans. Dans ce livre "Québec 2001, société refroidie" les professeurs Julien, Lamonde et Latouche nous avertissent: "Si les Québécois veulent se libérer des tendances démographiques, économiques et socio-culturelles qui, actuellement, les poussent de plus en plus dans un état insidieux d'hibernation, d'autres voies, libératrices celles-là, demeurent ouvertes..."

De toute évidence, pour M. Côté et ses disciples, ce sont là des "sornettes" coïncidées par des "assimilés, des traités, des vendus" des gens qui, comme moi, "méprisent" leur peuple (dixit M. Côté) des gens incapables de goûter l'euphorique douceur de se froter l'ombilic devant un miroir avec une fleur de lys, en sursautant: "C'est à ton tour de te faire parler d'amour".

Comme dirait l'autre: "A chacun son narcissisme".
J.R. Leblanc
Gaspé

Laurent Pérusse
architecte et "lecteur"
Québec

Entrevue exclusive au SOLEIL

Clark est sûr de son leadership



richard daignault

"Ma situation au sein du Parti conservateur est plus sûre, plus solide qu'en tout autre temps. J'obtiens l'appui massif des députés au congrès du parti qui se déroulera en janvier prochain. C'est donc moi qui dirigerai les destinées du parti lors des prochaines élections fédérales."

Joe Clark fixe ses yeux bleus sur moi comme pour souligner avec force sa détermination d'écraser toute opposition venant de l'intérieur de son parti.

"Vous croyez donc que vous serez une deuxième fois premier ministre du Canada", lui répliquai-je.

"J'en suis persuadé". Il dit ces mots sans hausser la voix.

Je repris: "Mais qu'en est-il de Brian Mulroney? Ne le voyez-vous pas comme une menace à votre direction? Ne cherche-t-il pas à prendre votre place à la tête du parti au moment où les fortunes libérales s'effondrent?"

Clark répond: "Pour le moment Mulroney organise des dîners-bénéfices ici et là pour enrichir la caisse du Parti conservateur. C'est une excellente chose. Mais en même temps, je tiens à souligner que l'unité du parti est primordiale. Toute personne qui par son action divisive aura acquis la réputation d'avoir affaibli le parti ne pourra jamais devenir chef."

"Un tel homme serait marqué. Et même advenant le hasard d'une mort accidentelle, par exemple mon avion s'écrase, il sera toujours rejeté par le parti."

Clark livre le fond de sa pensée, sans détour, laissant paraître son ambition, ses inquiétudes et ses cauchemars, au cours d'un déjeuner avec le journaliste du SOLEIL vendredi dernier.

J'ai trouvé Clark changé. Le quotidien ne permet aux journalistes que rarement de voir les principaux hommes politiques de très près. Nous les observons à la Chambre des communes, au salon de la presse, derrière un lutrin, aux réunions politiques.

Au fond, ces endroits sont autant de théâtres où ils évoluent à l'avant-scène, il est vrai, mais en jouant un rôle.

Ce n'est que dans l'intimité d'une conversation face à face que l'on observe l'empreinte des ans, les traces laissées par l'affaissement des illusions et les contours que cisèlent l'ambition et la détermination.

L'adversité a éparpillé les bagoues rondellettes qui donnaient à Clark l'apparence d'un collégien, il y a quelques années. Sa bouche s'est durcie. Ses yeux sont moins facilement rieurs, étant ombragés par une paupière méfiante.

L'homme qui fut le plus jeune premier ministre de l'histoire du

Canada — il avait alors 39 ans — a vieilli.

"J'ai 42 ans vous savez (il en aura 43 le 5 juin) et j'ai appris pas mal de choses depuis le soir de ma défaite aux Communes. Je suis en politique depuis 10 ans. Je suis le seul homme politique au Canada, Pierre Trudeau mis à part, qui a dirigé un parti tantôt au pouvoir, tantôt dans l'Opposition", dit Clark.

Pendant qu'il parle, je note le soupçon de gris et de blanc sur les tempes qui apparaissent sur ses cheveux roux foncés.

"Ne commencez-vous pas à grisonner?" dis-je.

Clark sourit et sa main droite passe machinalement sur les mèches touchées d'argent.

"Bah; juste assez pour que cela plaise...", dit-il.

Quoi qu'il advienne, Clark est confiant qu'à la prochaine élection, il sera le seul candidat pouvant offrir à l'électorat l'ambition de la jeunesse doublée d'une expérience

aguerrie aux soubresauts de la vie gouvernementale et parlementaire.

"Comptez-vous sur le départ de Pierre Trudeau?" lui demandai-je.

"Non, répondit Clark, à mon avis Trudeau ne partira pas. Cet homme a changé, a transformé le Parti libéral du Canada pour atteindre ses fins. Il ne risquera pas d'en remettre la direction entre les mains d'un successeur qui risquerait de démanteler ce qu'il a commencé à édifier."

Clark lance: "Pensez-vous qu'il s'est donné tant de mal pour laisser une oeuvre entre les mains d'un successeur sans expérience?"

J'interrompis: "Est-ce une allusion au fait que Trudeau n'a préparé aucun successeur?"

"Bien oui, dit Clark. Trudeau n'a pas de successeur apparent et, même si on le répète, moi je ne crois pas qu'il va abandonner sa carrière politique pour élever ses trois garçons."

"Votre stratégie repose-t-elle sur l'hypothèse que Trudeau demeurera au poste?"

"Non. On ne fonde pas une stratégie sur des éléments que d'autres contrôlent."

Au Québec, la cote de Clark est à la hausse, celle de Trudeau à la baisse. La popularité de Clark est plus grande que celle de son parti.

Le chef conservateur a mis beaucoup d'efforts à la reconstruction de son parti au Québec. Ce n'est pas une mince tâche dans une province où un seul député conservateur a pu être élu.

Clark continue de croire que les diverses factions uniront leurs forces.

La priorité actuelle de Clark est la préparation du programme du parti pour la prochaine élection et il en a confié la direction à un comité sous la présidence du sénateur Arthur Tremblay, son bras droit en matière constitutionnelle.

Demain: Clark et l'économie.

Taxe-Action

Le tiers de la foule attendue était au Forum

MONTREAL (d'après CP et UPC) — Quelque 5,000 à 6,000 Montréalais ont participé à l'assemblée organisée

par le mouvement de protestation Taxe-Action, au Forum, hier. On attendait 15,000 personnes mais la coor-

donnatrice du groupe, Mme Hazel Lipes, s'est refusé à parler d'échec: "Je ne regarde pas les sièges vides mais ceux qui sont occupés."

Le principal conférencier de la réunion avait lui aussi faussé compagnie à ses hôtes: M. Howard Jarvis, âgé de 79 ans, auteur de la

proposition 13 qui a permis de couper les impôts fonciers de 57 pour 100 en Californie, a été vic-

time d'une hémorragie interne le matin même de la réunion. Il est hospitalisé à Montréal pour plusieurs jours encore.

Mme Lipes, une ancienne conseillère municipale de la banlieue de Montréal, s'en est pris aux politiques de dépenses de tous les gouvernements et a réclamé des réformes fiscales. Pour l'immédiat, on réclame un moratoire de six mois sur les paiements dus le premier mai afin d'éviter que des gens perdent leur maison. Le groupe prépare aussi un mémoire soulignant les problèmes et les solutions possibles, qui sera présenté aux gouvernements provincial

et fédéral à la fin du mois.

Taxe-Action est né il y a un mois à peine. Pour beaucoup, le mouvement est identifié aux anglophones de l'ouest de Montréal, ce que conteste sa coor-

donnatrice. Il a trouvé des appuis chez les citoyens de 55 municipalités des environs de Montréal et suscité des mouvements similaires en Ontario et en Colombie-Britannique.

Cheminots sur le bord de la grève

MONTREAL (PC) — Les 21,000 travailleurs d'ateliers des chemins de fer canadiens vont décider par vote, au cours du mois, s'ils acceptent ou non la dernière offre que leur a faite la partie patronale.

Les leaders des huit syndicats d'ateliers ont recommandé aux mem-

CENTRES-DIEU

Lieux d'écoute, d'information, de dialogue, de prière... Un prêtre est à votre service.

PLACE LAURIER: 651-2059
PLACE FLEUR DE LYS 523-9822
PLACE QUEBEC: 525-4015
GALERIES CHAGNON: 837-5484
CARREFOUR ST-GEORGES: 228-7545

LA VILLE DE québec

SERVICE DE L'AQUEDUC

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné que des offres cachetées, endossées:

"Devis et appel d'offres pour la pose et la fourniture des conduites d'aqueduc, d'égouts domestique et pluvial, d'infrastructure de rue et de pavage dans le projet de développement commercial Les Immeubles Jules Dallaire Inc., district Les Saules, ville de Québec (environ 560 mètres linéaires de rues et 920 mètres linéaires de conduites)"

et adressées au Greffier de la Ville, Hôtel de Ville, Québec, seront reçues jusqu'à mercredi, le 21 avril 1982, à 11.00 h (heure locale). Les soumissionnaires sont priés de noter que le bureau du Greffier est habituellement fermé entre 12.15 h et 13.45 h.

Les intéressés peuvent se procurer les plans, devis et formules de soumissions en s'adressant au secrétariat du service de l'Aqueduc, 1125, chemin de la Canadière, Québec.

Un dépôt de vingt-cinq dollars (25,00 \$) sera exigé pour l'obtention des plans et devis. Ce dépôt sera remboursé seulement à ceux qui auront soumissionné et qui auront retourné les documents complets et en bon état dans un délai de deux (2) semaines après l'ouverture des soumissions.

La ville de Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Dépôt de soumission exigé: chèque certifié de 55 000,00 \$ ou un cautionnement de garantie (bid bond).

Québec, le 31 mars 1982

Le Greffier de la Ville
Antoine Carrier, avocat

EPICIERS UNIS INCORPORÉE

AVIS DE RACHAT

Aux détenteurs d'obligations, première hypothèque, de l'émission de 700 000,00 \$, 9%, datée du 1er mars 1972 et échéant le 1er mars 1987.

AVIS EST PAR LES PRESENTES DONNE qu'en vertu des dispositions d'un acte de fiducie passé devant Me Cyrille Delage, notaire, le 29 février 1972, par Epiciers Unis Incorporée en faveur de Trust Général du Canada, fiduciaire, Epiciers Unis Incorporée rachètera par anticipation le 30 avril 1982 toutes les obligations en cours de ladite émission à leur valeur nominale plus les intérêts courus et une prime de 2% sur le capital contre présentation et livraison de ces titres avec, y attachés, les coupons échéant le et après le 1er septembre 1982.

Tous les détenteurs desdites obligations devront présenter et remettre leurs titres pour paiement à cette date du 30 avril 1982 à titre succursale de La Banque Nationale du Canada dans la Province de Québec, au choix du détenteur, avec, y attachés, tous les coupons échéant le et après le 1er septembre 1982.

Les dites obligations, qui n'auront pas été présentées pour paiement à cette date du 30 avril 1982, cesseront dès lors de porter intérêt.

DONNE à Montréal, ce quinzisième jour de mars 1982.

LES EPICIERS UNIS INCORPORÉE
par: TRUST GENERAL DU CANADA, fiduciaire

VILLE DE CHICOUTIMI

La ville de Chicoutimi demande des soumissions pour les régimes d'assurances collectives, vie, maladie, salaire à court terme et à long terme, protégeant ses employés.

Les représentants autorisés des compagnies d'assurance collective sont invités à se procurer le cahier des charges au bureau de Hébert, Le Houllier & Associés Inc., 4, Place Québec, Québec à compter de la date de publication du présent avis.

Les soumissions doivent être remises au bureau du greffier de la ville de Chicoutimi, 201, rue Racine, Chicoutimi, sous pli scellé, en deux (2) exemplaires, et identifiées "Soumission pour assurances collectives", le jeudi, 29 avril 1982 avant quinze (15) heures.

Elles seront, ensuite, ouvertes publiquement le même jour, à quinze (15) heures, dans la salle du conseil.

La ville de Chicoutimi ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

Donné à Chicoutimi, ce deuxième jour du mois d'avril mil neuf cent quatre-vingt-deux.

Le greffier de la ville,
Jean-Yves Fortin

LE CENTRE DE CONDITIONNEMENT PHYSIQUE SAMUEL-HOLLAND

ON SE MET EN FORME POUR L'ETE?

DANSE AEROBIQUE

Cours de conditionnement physique au rythme de la musique.

Inscription: Jusqu'au 12 avril (par téléphone ou sur place)

DEBUT: 12 avril 1982
HEURE: 19h à 20h
JOURS: lundi et mercredi
DUREE: 7 semaines
COÛTS: 65\$ pour les non-membres
30\$ pour les membres

RENSEIGNEMENTS: 527-2571
3, Parc Samuel-Holland (face au Jeffery Hale)
Stationnement gratuit

PHARM-ESCOMPTE JEAN GOUTU

Anne Marie Promotion "printemps"

Produits pour les soins de la peau.

4,95\$ ch.

Expiration: 10 avril

PAQUES EN FLEURS

LYS - AZALEE - ROSIER - MARGUERITES - GLOXINIA - CALADIUM - ORCHIDEE

4-SAISONS (3 fleurs) 19,99\$

LANIER DE MARGUERITES à partir de 7,50\$

LES SOLEILS VERTS

965, route de l'Église (angle des Quatre-Bourgeois) Ste-Foy - 658-7040

Ouvert dimanche de 10h à 17h.

LENTILLES CORNÉENNES

à port quotidien

SOUPLES, HYDROPHILES, PERMEABLES A L'OXYGENE, A HAUTE TENEUR HYDRIQUE

- Analyse préliminaire et évaluation de cas gratuites
- Etui et solution d'origine, gratuits
- Corrections et modifications gratuites pendant les 3 premiers mois d'adaptation
- Contrôle vision-confort

TELLEMENT CONFORTABLES QU'ON LES OUBLIE

PORTEZ-LES JUSQU'A 12 HEURES, DES LA PREMIERE JOURNEE

Normalement 275\$
Maintenant 219\$

Certificat de service en sus

Cette offre est valable jusqu'au 30 avril 1982

Yves R. Girard
Opticien d'ordonnances

1307, ch. Ste-Foy, Québec (face à l'église St-Sacrement)
681-3578

INTER

Gros lot de 250 000\$

812705	250 000*
12705	2500*
2705	250*
705	50*
05	10*

Tirage: 352

On peut se procurer le dépliant "Qui gagne à Loto-Québec?" dans la plupart des kiosques de vente et aux bureaux de Loto-Québec.

NUMÉROS MOBILES GAGNANTS

13152 3 FAÇONS DE GAGNER 2.500\$	8811 3 FAÇONS DE GAGNER 250\$	301 4 FAÇONS DE GAGNER 50\$
-------------------------------------	----------------------------------	--------------------------------

Les billets gagnants de 250\$ et 50\$ sont encaissables à toute succursale de la Banque Nationale.

En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Québec

Festival des sucres Grande-Vallée

11 au 24 avril

On y sera... y serez-vous?

un des 63 événements commandités par

loto-québec

A-8 NOS RÉGIONS

AMIANTE, LOTBINIERE, BEAUCE, RIVE-SUD, COTE-DU-SUD, BAS-ST-LAURENT, GASPESIE, ILES DE LA MADELEINE, COTE-NORD, CHARLEVOIX, PORTNEUF

Saint-Apollinaire fouille son passé pour fêter ses 125 ans

Textes et photos par Anne-Marie VOISARD

SAINTE-APOLLINAIRE — C'est un clocher familial. Point de repère des automobilistes qui utilisent la Transcanadienne en direction de Montréal, il rappelle aux autres, sur le chemin du retour, que le voyage achève. Mais quoi d'autre, à part cette flèche qui se dessine au loin dans la plaine?

Saint-Apollinaire, la mal connue, célèbre cette année ses 125 ans. Gens de chez nous, gens de partout, fêtons, dit la chanson thème sur l'air de Vigneault. Dans l'immédiat, ce sont les préparatifs qui accaparent les énergies. "Pas loin de 200 personnes sont, d'une façon ou d'une autre, impliquées dans l'organisation", dit Sylvio Chainé, le président des fêtes.

Il y a J.-Claude Lafleur, de l'équipe médicale, qui devra oublier, pendant quelque temps, ses pilules pour fouiller dans les anciens procès-verbaux de la municipalité. Responsable du comité du "livre", le Dr Lafleur s'est donné comme mission de reconstituer, avant le début des fêtes le 29 juin, l'histoire de Saint-Apollinaire.

La bataille de Châteauguay

Mieux placé que quiconque pour entreprendre ce travail, J.-Claude Lafleur, bien que né à Québec, admet qu'il a "des racines très profondes" à Saint-Apollinaire. Son ancêtre maternel, Benjamin Rousseau, l'un des premiers colons à être venus s'établir à Saint-Apollinaire, est un vétéran de la célèbre

bataille de Châteauguay, en 1812. Il a combattu sous le commandement de Salaberry. La mère du Dr Lafleur, une Rousseau, vit actuellement au foyer de Saint-Apollinaire.

En 1857, le premier curé de Saint-Apollinaire avait pour nom, Thomas Aubert de Gaspé, fils de Philippe, auteur du roman Les Anciens Canadiens. Le curé Thomas reçut deux fois la visite de son père. C'était dans l'ancien presbytère démenagé depuis, ailleurs dans le village, mais toujours en bon état. L'actuel presbytère date de 1914.

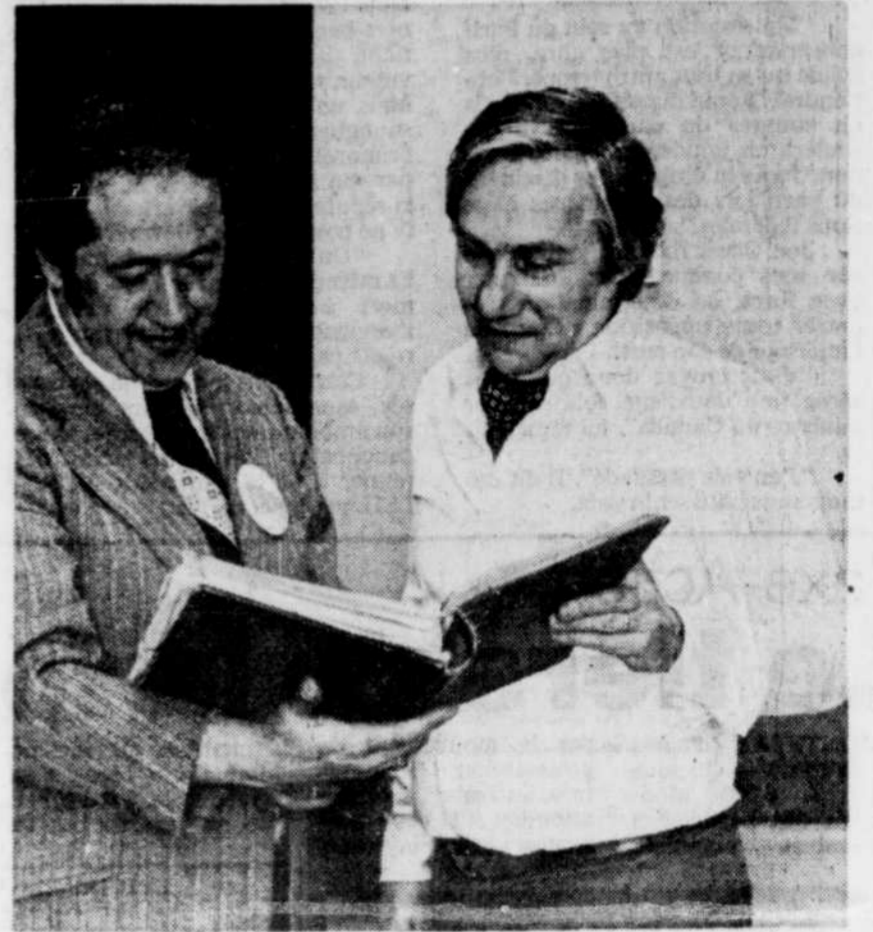
L'histoire du Québec réfère inévitablement à ses églises et à ses curés. Saint-Apollinaire a connu un autre curé, non pas célèbre, mais qui a laissé sa marque. Il s'agit d'Arthur Lacasse, poète et curé de 1919 à 1934. "Celui-là, il a démaisé la paroisse", constate le Dr Lafleur. Les plus âgés se souviennent du curé Lacasse et de son frère, le vicaire. Dans ce temps-là, il y avait une chorale et du théâtre à Saint-Apollinaire. Les gens venaient de loin voir les pièces. L'actuel curé se nomme Félix Painchaud. Il est là depuis bientôt 12 ans.

Francoeur, le village

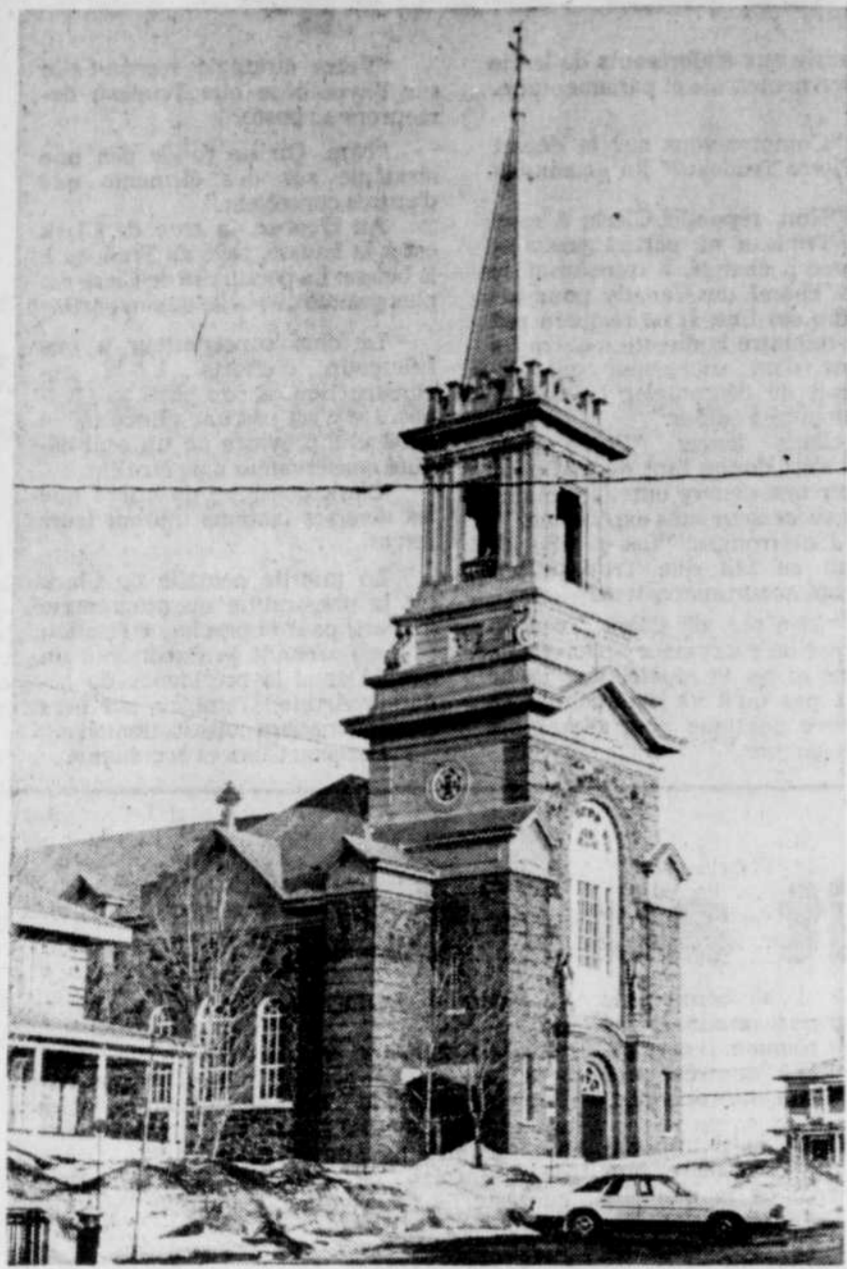
À côté de l'église, partageant le pouvoir, on retrouve par tradition le maire et les conseillers. Saint-Apollinaire a eu ses chicanes. Les anciens se souviennent de l'année où le conseil municipal a voulu faire construire des trottoirs de bois dans le village. Les gens des rangs ont eu peur de devoir payer pour le village. La division est devenue telle qu'on a dû créer une nouvelle municipalité, Francoeur, du nom d'un député libéral de l'époque. Sylvio Chainé, le dernier maire de Francoeur, ne saurait le jurer, mais il croit que c'est son grand-père qui fut le maire de la rupture. En 1974, M. Chainé a refait l'unité.

Municipalité de 2.600 habitants, Saint-Apollinaire se présente aujourd'hui comme "la capitale des portes et châssis". La flamme et Frères d'abord, suivi de Donat Flamand. Votre porte neuve ou vos nouvelles fenêtres ont de fortes chances d'avoir été fabriquées dans l'une ou l'autre de ces manufactures qui longent la Transcanadienne.

Dans le passé, Saint-Apollinaire a eu aussi ses petites entreprises pas comme les autres. Quelqu'un se souvient-il de la St-A-



Sylvio Chainé, président des fêtes de Saint-Apollinaire, et J.-Claude Lafleur, le médecin-historien à qui l'on devra le livre du souvenir.



Au loin, dans la plaine, le clocher de Saint-Apollinaire domine depuis 125 ans.

La Transcanadienne a contribué à faire mourir l'agriculture

Saint-Apollinaire, paroisse agricole? Ce qui était vrai hier, ne l'est plus aujourd'hui. "La Transcanadienne a contribué à faire mourir à petit feu l'agriculture"... "On a coupé les terres en deux. C'était parmi les plus belles"... "Ici, la majorité des cultivateurs ont des jobs à Québec. Le matin, entre 6h et 8h, la moitié du village se vide."

Sylvio Chainé, le président des fêtes du 125e, sait de quoi il parle. Employé de l'UPA (Union des producteurs agricoles), il est l'un de ceux qui chaque matin prennent leur auto pour aller travailler à Québec.

Impossible de faire autrement.

La route est droite et large. Mais il n'y a pas de service de transport en commun. Comme nous voilà loin du temps où les autobus Nicol faisaient le trajet entre Fortierville et Québec. On plaçait une chaise devant sa porte et l'autobus s'arrêtait automatiquement. C'était le signal conventionnel. Pas besoin d'attendre au froid. Le conducteur savait qu'il avait un passager à prendre.

J.-Claude Lafleur, médecin à Saint-Apollinaire, se souvient encore mieux du Deschailions, ce train qui, matin et soir, à l'aller et au retour, s'arrêtait à la gare. Enfant, quand il restait à Québec, il venait en promenade chez ses on-

cles et tantes de Saint-Apollinaire. Toujours, il voyageait à bord du Deschailions.

Puis, si l'on remonte plus loin dans le passé, il y a eu le Sainte-Croix, un bateau qui, de quoi à quoi, conduisait son monde jusqu'à Québec. Les cultivateurs allaient, en bateau, vendre leurs légumes au marché.

Aujourd'hui, il n'y a plus de bateau, plus de train et plus d'autobus (sauf sur l'ancienne route en bordure du Saint-Laurent). Les agriculteurs ne restent plus qu'une quinzaine. Les Drolet, les Boucher, les Moreau, les Bédard, Desruisseaux, Therrien, Cayer, Genest, Côté, Masse, Biron, Houde...

pollinaire Light and Power Company? Gaudias Grotteau et Emile Rousseau, le grand-père de J.-Claude Lafleur, étaient les principaux actionnaires de cette compagnie qui, dans les années 20, fournissait l'électricité à tout le village. Il y aurait eu une centaine de poteaux d'installés. On fonctionnait alors sur le 45 volts. Puis il y eut, à la même époque, l'exploitation d'une mine de charbon. On a même vu deux des parts de mine (1). C'était dans le rang Prairie grillée. Pourquoi ce nom? Peut-être à cause d'un feu. Le Dr Lafleur n'a pas encore trouvé la réponse.

Des rangs qui se souviennent

La plupart des autres rangs de la paroisse ont des noms évocateurs. Par exemple, le rang des Moulanges rappelle un moulin à farine. On a construit aussi des moulins à scie et même un moulin à cardé pour la laine. Le rang Marigot, à cause de ses marécages.

Le rang Bois de l'ail, un délice sans doute pour les amateurs d'ail sauvage. Puis le rang Gaspé. A cause du premier curé? Non. Le Dr Lafleur croit qu'il faut plutôt penser ici à l'ancienne seigneurie de Gaspé qui a formé Saint-Apollinaire. Pourquoi Gaspé? Le Dr Lafleur est d'avis que cette seigneurie, qui a changé plusieurs fois de propriétaires, aurait appartenu pendant un certain temps à une grand-tante de Philippe Aubert de Gaspé.

Les premiers arrivants, établis à partir de 1823, étaient rattachés à Saint-Antoine-de-Tilly. Le rang, qui constitue l'actuel village de Saint-Apollinaire, devenait au fil des ans de plus en plus peuplé et organisé. Les colons ont donc voulu se donner leur église. Depuis 1856, c'est toujours le même clocher qui domine.

(1) Vérifications faites, le Dr Lafleur s'est rendu compte qu'il venait d'être victime, comme beaucoup de ses ancêtres, d'une immense farce. Il n'y a jamais eu de mine de charbon dans le rang Prairie grillée... seulement une histoire de mine.

PEANUTS



SCAMP



LES JUNGLERIES



HAGAR L'HORRIBLE



MUTT ET JEFF



BLONDINETTE

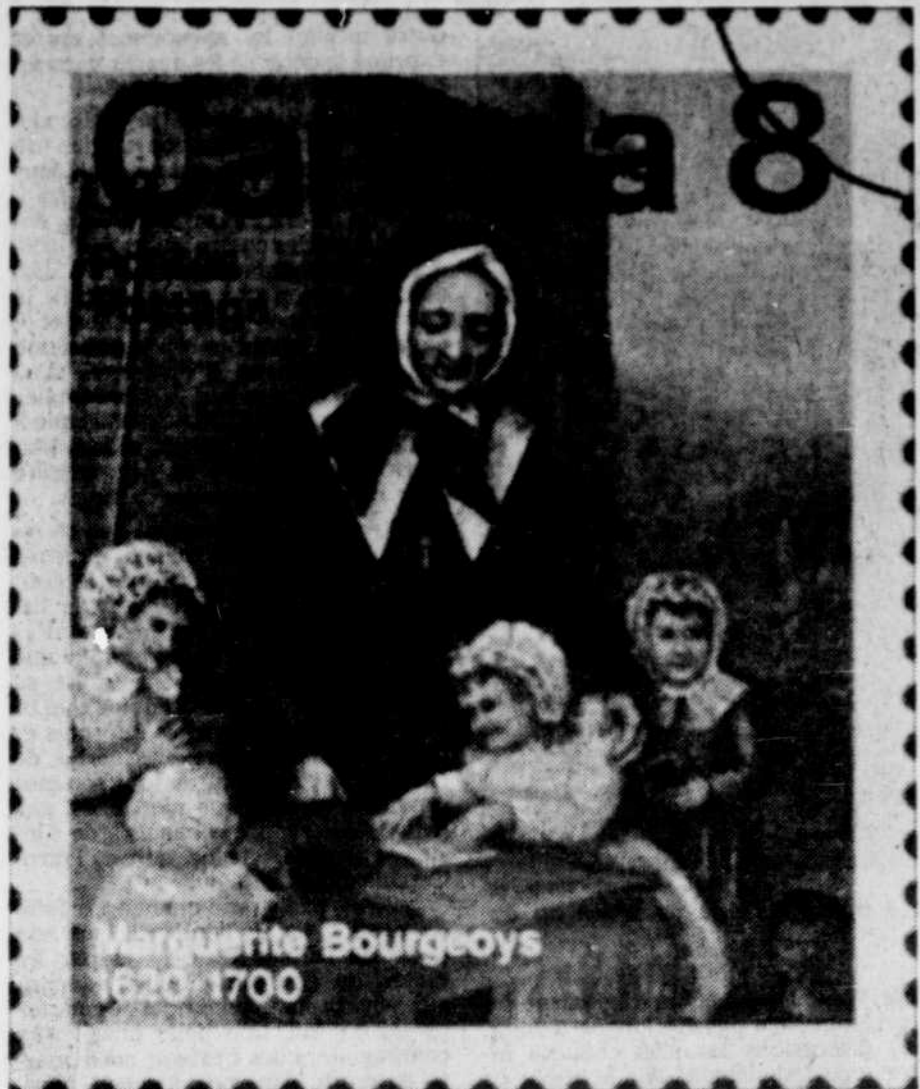


SOURIS MIQUETTE



LES PIERRAFEU





Marguerite Bourgeoys
1620-1700

Le gouvernement fédéral a, en 1975, émis un timbre commémorant le 275^e anniversaire du décès de mère Marguerite Bourgeoys.

Le miracle de Marguerite Bourgeoys

Au lieu de mourir, la malade rayonnait de vie et de santé

par Réal LABERGE

MONTMAGNY — "En cette nuit du 14 au 15 juin 1968, il s'est passé quelque chose d'extraordinaire dépassant la médecine, et ce n'est pas moi qui l'ai fait!"

C'est par ces mots que le chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu de Montmagny, le Dr Cajetan Gauthier, (qui n'a aucune parenté avec l'héroïne), a terminé hier une relation faite en exclusivité au SOLEIL et au poste radiophonique local CKBM, de la guérison soudaine de sa jeune patiente Lise Gauthier, alors âgée de 21 ans.

En phase terminale d'un cancer, le soir, elle se retrouvait bien portante et rayonnante, le lendemain matin. Ce changement subit a été attribué à l'intervention surnaturelle de mère Marguerite Bourgeoys et a été retenu comme le miracle qui permettra à la première institutrice de Ville-Marie (Montréal) et fondatrice des soeurs de la congrégation Notre-Dame d'accéder à la canonisation, le 31 octobre.

Nuit dramatique

Incidentement, le Dr Gauthier est le maire de Montmagny. Il a précisé qu'une quinzaine de jours après avoir pratiqué une iléo-colectomie (bouture entre le gros et le petit intestin) sur sa

jeune patiente, alors que les suites post-opératoires apparaissaient normales dans les circonstances, on l'a demandé d'urgence au chevet de Lise. Il la trouva en crise d'agressivité, puis de collapsus et finalement d'état semi-comateux.

"En la quittant, ce soir-là, j'avais très peu d'espoir de la revoir vivante le lendemain", a remarqué le chirurgien. Il en a avisé ses parents, M. et Mme J. Amédée Gauthier. On lui a fait administrer les derniers sacrements.

Mais le lendemain matin, à son retour à l'hôpital, c'était la surprise et l'étonnement! Au lieu d'une jeune morte, il se retrouvait face à une nouvelle Lise, toute souriante, non reconnaissable. Il pouvait lui donner son congé une semaine plus tard!

Pas de récédive

À la suite de ce changement, le Dr Gauthier comme tout le personnel de l'Hôtel-Dieu de Montmagny, a d'abord attendu avec appréhension l'évolution de ce cas sortant de la normale en médecine. On ne pouvait que prévoir le retour de Lise à l'hôpital dans les mois suivants. Car l'intervention chirurgicale n'avait permis d'enlever que la masse centrale de

lésions cancéreuses "très malignes" et pouvant entraîner la mort à brève échéance chez les jeunes!

Tout permettait de croire, a précisé le Dr Gauthier, que notre intervention n'avait pas guéri la patiente. L'invasion cancéreuse avait dépassé nos capacités de traitement complet. Les chaînes ganglionnaires et les métastases restaient en place.

Mais il n'y a pas eu l'évolution appréhendée. Il n'y a pas eu de récédive! Lise n'est même pas revenue me consulter", a lancé le chirurgien.

Dix ans plus tard

Dix ans plus tard, en 1978, le Dr Gauthier a été appelé à rendre témoignage lors d'un procès informatif du cas, qui a été tenu à huis clos et dans le plus grand secret, au sous-sol de l'église Saint-Thomas de Montmagny, en présence de l'évêque du diocèse de Sainte-Anne, Mgr Charles-Henri Lévesque, et de spécialistes du droit canon.

Personnellement, il ne pouvait que reconfirmer ce qu'il avait déjà constaté en 1968 et au cours des années subséquentes, soit le changement subit de la nuit du 14 au 15 juin, et que par la suite, Lise Gauthier

a affiché une excellente santé et qu'on n'y comprenait rien!

Ce qu'on venait d'ailleurs de constater à l'occasion d'un examen exhaustif qu'on a fait subir à la "miraculée", à l'hôpital Notre-Dame-de-Fatima, de La Pocatière.

Protocole opératoire

Dans le rapport médical de Lise Gauthier, qui a été rendu public hier, sur son autorisation écrite, le protocole opératoire du Dr Gauthier fait entre autres état d'une "grosse masse néoplasique du côlon ascendant, adhérente à la loge rénale, et de nombreux ganglions. Foie normal. Hémi-colectomie droite; fermeture en deux plans — bout du grêle et du côlon..."

De son côté, le pathologiste, par son examen ultérieur du tissu soumis à son analyse, a établi le diagnostic suivant, le 1^{er} juin 1968:

1) Adénocarcinome colique en partie mucoïde, 2) métastases ganglionnaires, 3) appendice et segment de grêle d'aspect histologique sensiblement normal.

Quatorze ans plus tard, à 35 ans, Lise Gauthier ne présente aucun symptôme d'une éventuelle récurrence cancéreuse.

Polyclinique du Mail Une association de santé dénonce le caractère curatif du projet

Autre son de cloche de désapprobation contre le projet de mise sur pied d'une polyclinique médicale dans le Mail Saint-Roch et plus précisément dans l'édifice qui abritait autrefois le Syndicat de Québec au coin de la Couronne et boulevard Charest.

Cette fois, c'est l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) qui dit avoir écrit au ministre des Affaires sociales, dans le but d'apporter son appui aux différents groupes qui se sont déjà manifestés contre ce projet.

Selon un communiqué émis par la secrétaire de

direction Gisèle Gagnon, la position de cet organisme est ferme car se disant en désaccord avec une telle orientation dans le développement des ressources de santé, l'ASPQ soutient que "le développement de tels services offerts dans le cadre de la pratique privée des professionnels de la santé, ne correspond pas aux besoins identifiés par les personnes et organismes qui oeuvrent dans ce milieu depuis plusieurs années, car la pratique privée des professionnels de la santé met l'accent sur une approche curative.

"Or il est clair, affirme l'ASPQ, pour tous ceux qui connaissent la basse ville que les besoins qui y sont manifestés rejoignent ce que peut apporter une approche préventive. Les actions nécessaires dans un tel milieu se situent au niveau du logement, du droit au travail, des conditions plus générales de vie et du support."

Les ressources de type curatif étant suffisantes pour le milieu, d'ajouter l'ASPQ, leur augmentation risque de provoquer un phénomène de sur-distribution et de surconsommation des services de type curatif. L'ouverture de la clinique est donc une action qui s'inscrit en faux par rapport à l'analyse des besoins effectuée par les intervenants du milieu

et également, par rapport à la conception de plus en plus répandue et mise de l'avant par le MAS lui-même, selon laquelle la santé ne doit pas être évaluée strictement en fonction de la présence ou de l'absence de maladie.

De plus, l'association ne considère pas justifiable que compte tenu de l'importance relative des coûts de la pratique médicale privée (coûts directs et secondaires) dans le budget de la santé au Québec, celle-ci puisse se développer sans égard aux besoins alors que le réseau public se voit contraint de réduire ses budgets.

Cette préoccupation devant la situation dans la basse ville de Québec et ce qu'elle peut signifier pour l'ensemble du dossier de l'allocation des ressources en matière de santé, amène dont l'ASPQ à demander au ministre une intervention rapide. Et la solution suggérée d'un moratoire lui paraît souhaitable pour permettre au CRSSS de procéder à une évaluation et de s'impliquer de façon plus efficace au niveau de la répartition des ressources sur son territoire.

Deux employés à la MRC Desjardins

par Gilles PEPIN
du bureau du Soleil

LEVIS — La MRC (municipalité régionale de comté) Desjardins, dont le territoire est la moitié est de la circonscription provinciale de Lévis, limitera l'embauche au minimum.

Elle n'aura à son emploi que deux personnes, pour un bon bout de temps: un secrétaire-trésorier (aménagiste) et une secrétaire.

En donnant cette précision, le préfet de la MRC et maire de Lévis, M. Vincent-F. Chagnon, a signalé que ce nouvel organisme va s'en tenir à la seule préoccupation de l'aménagement du territoire.

Au fait, 109 personnes ont postulé l'emploi de secrétaire-trésorier. Après une pré-sélection, un comité va mener des entrevues dans les jours prochains.

Une secrétaire sera demandée très prochainement.

M. Chagnon a révélé l'intention des administrateurs de la MRC de situer le bureau probablement à Saint-Louis-de-Pin-tendre. "Nous voulons démontrer que la partie urbaine ne veut pas englober le secteur rural", a-t-il déclaré au SOLEIL.

Justement dans le but d'assurer un bon dialogue et des relations harmonieuses entre les municipalités rurales et urbaines, les dirigeants de la MRC Desjardins ont déjà désigné M. Gilles Dus-sault, maire de Saint-Louis-de-Pin-tendre, comme préfet adjoint.

Cette MRC englobe les municipalités de Lauzon, Lévis, Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, Saint-Louis-de-Pin-tendre, Saint-Henri et Saint-David-de-l'Éau-berrière.

Eau contaminée

La population de la municipalité de Saint-Joachim habitant le secteur "La Miche" alimenté par le réseau d'aqueduc municipal, est priée de faire bouillir son eau au moins 20 minutes avant de la consommer.

Un avis du ministère de l'Environnement transmis aux autorités municipales, vendredi, indique en effet que l'eau de l'aqueduc est contaminée par des bactéries coliformes.



Perdez de 20 à 25 lb DANS UN MOIS SEULEMENT

On détermine que vous perdrez de 20 à 25 lb dans un mois seulement. La supervision professionnelle est la clé. Vous pouvez perdre de 20 à 25 lb par mois sans danger, avec l'aide de nos professionnels. Notre supervision professionnelle vous gardera mince toute la vie.

LAISSÉZ-NOUS VOUS LE DÉMONSTRER

Sans frais et sans obligation
Pour homme et femme

LE NOUVEAU PROGRAMME RAPIDE D'AMAIGRISSEMENT

- Aucune injection
- Aucun exercice
- Sans aucun programme d'alimentation spécial
- Aucune décision à prendre, nous avons tout planifié
- Supplément de vitamines et minéraux
- Mangez de la nourriture ordinaire et perdez de 3 à 7 lb par semaine
- C'est sécuritaire, c'est vite, c'est bien du bon sens
- Supervisé par des gardes et des nutritionnistes.

De 8h à 19h du lundi au vendredi.
MASTER CHARGE/VISA

**CLINIQUE
DE CONTRÔLE
DE POIDS
PERMANENT**

2600, boul. Laurier
Complexe Centre-ville
Sainte-Foy 659-4596
(2^eme étage, près d'Entrain)

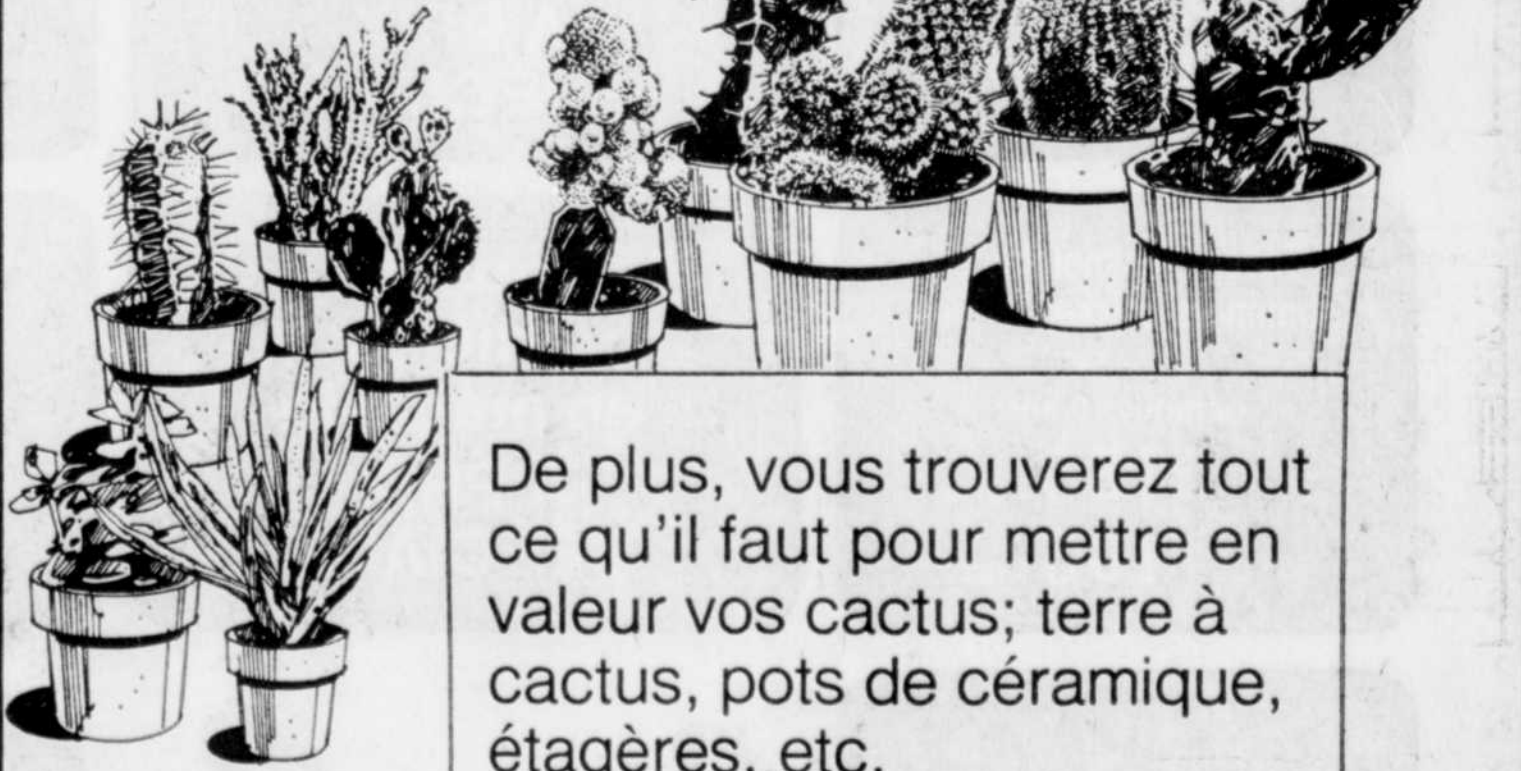
MONTREAL — TORONTO — HALIFAX — REGINA
— WINNIPEG — HAMILTON

Vous voulez du changement? Venez visiter notre coin des cactus

Cactus... pour les gens qui n'ont pas le pouce vert

1¹⁹ à 24⁹⁹

Les cactus et plantes grasses s'adaptent facilement à un arrosage occasionnel et un peu d'amour suffit. Un grand nombre de variétés et de formes font changements avec vos autres plantes. Ils sont différents et magnifiques. Choix de pots de 1 1/2" à 7" diam. 71R 064 160-174 A. Certaines grandeurs ou variétés ne sont pas disponibles dans tous nos magasins.



De plus, vous trouverez tout ce qu'il faut pour mettre en valeur vos cactus; terre à cactus, pots de céramique, étagères, etc.

Bestiaire — Rayon 71

Sears

vous en avez pour votre argent... et plus

Selon les détaillants

La guerre de l'essence a provoqué la grève

par André ROY

La "grève de l'essence", c'est un peu la réponse aux "guerres de l'essence" que se livrent ponctuellement, un peu partout au Québec, les grands noms du pétrole pour accroître un tant soit peu leur part d'un marché très lucratif. "Lucratif pour les compagnies, jamais pour les détaillants, qu'ils soient locataires ou propriétaires de leur station-service", grognaient plusieurs garagistes de la région de Québec rencontrés samedi après-midi, au terme d'une réunion où la majorité vota pour la fermeture, à 20h, de toutes les pompes à essence des environs.

"Cette semaine, arrive ma livraison de super sans plomb de BP. La compagnie me la vend 48 cents le litre. Le moins cher que je peux la vendre, pour payer mes employés et faire marcher ma business, c'est 49,9 cents du litre. Mais un coin de rue plus loin, la compagnie BP possède une station identifiée LM, où elle détaille le super sans plomb à 48 cents le litre. C'est la même compagnie pour qui je travaille qui me fait ce coup-là, parce qu'elle a les moyens de vendre la gazoline au prix qui lui convient", d'expliquer un propriétaire de station-service de Charlesbourg, en tentant de démontrer comment les compagnies profitent de tout le monde, détaillants, consommateurs et gouvernements (via les ristournes) compris, pour mettre toujours plus d'argent dans leurs poches.

D'ajouter ses compagnons: "Les 'indépendants', c'est souvent les multinationales déguisées: Champlain est à Esso, LM à BP, Perrette à une compagnie ontarienne, en plus de



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Quelques établissements refusant obstinément de fermer leurs pompes (les stations de Shell et Perrette, notamment), l'impatience des grévistes de la région de Québec a monté de quelques crans, hier après-midi. Les policiers

tous les autres qu'on ne connaît pas. Il en arrive des nouveaux tout le temps!"

Au cours de cette réunion d'environ 75 garagistes et détaillants d'essence, où le regroupement de la ré-

gion de Québec allait décider de sa ligne de conduite pour les jours à venir, plusieurs ont laissé aller des griefs ressassés depuis nombre d'années envers les compagnies de pétrole. Les détaillants d'essence en ont gros

ont été demandés à quelques endroits à cause de bris de vitres ou de pompes.

sur le coeur, un peu partout à travers le Québec, et ils semblent avoir trouvé l'occasion de régler, une bonne fois pour longtemps, la situation d'éternels exploités que leur font vivre les magnats. La décision de fermer les pom-

pes "jusqu'à ce qu'un règlement intervienne" n'a pas été longue à venir, les discussions les plus chaudes intervenant seulement sur le choix de l'heure. Les participants à la réunion ont répété ne pas vouloir pénaliser

autre mesure les consommateurs et exprimé le désir de les avertir dans un délai raisonnable des fermetures.

Un propriétaire qui exploite depuis 24 ans une station-service du boulevard Henri-Bourassa, à Charlesbourg, a donné un exemple frappant de la situation faite aux détaillants par les compagnies: "En 1958, quand je vendais le gaz jaune à 35,6 cents le gallon (8,3 cents le litre), je faisais 7 cents de profit par gallon et je payais mon pompiste \$75 par semaine pour 54 heures d'ouvrage. Aujourd'hui, en vendant le gaz régulier aux alentours de \$2.10, je ne fais que 9 cents de profit par gallon, et le même employé me coûte \$225 par semaine pour 10 heures d'ouvrage de moins.

"Avec l'investissement que ça représente d'avoir des milliers de litres d'essence enfouis sous terre, le coût des installations, des pièces, de l'équipement, le pourcentage d'évaporation du gaz, les 2 pour 100 que tu paies quand un client utilise sa carte de crédit, l'argent liquide que tu attends pendant un mois, un mois et demi à cause, encore, des cartes de crédit, c'est nous autres qui sommes rendus à payer pour mettre du gaz dans le réservoir des clients", de s'insurger un garagiste locataire de Pétro-Canada dans Limoilou.

"Tas pas grand-chance de faire de profits, ils te l'enlèvent sur ton loyer de l'année d'après ou par les cartes de courtoisie qu'ils donnent aux voyageurs. L'escompte de ces cartes-là, ça fait une belle image aux compagnies, mais c'est sur notre marge de profit, dans nos poches à nous, qu'elle est prise", conclut un locataire de Shell.

GRANDE LIQUIDATION D'ENTREPÔT

Tout doit être vendu avant la fin d'avril.

Profitez de **RABAIS CONSIDÉRABLES** sur appareils électroménagers et mobiliers aux **PRIX COÛTANTS** ou presque...

TOUS LES ARTICLES À LIQUIDER SONT EN EXPOSITION SUR NOTRE PLANCHER

Trop élevé, notre INVENTAIRE doit être RÉDUIT DE MOITIÉ

Mobiliers

Roxton, Villageois, Vic Craft

A PRIX SPÉCIAUX

Appareils électriques

G.E., Jenn Air, Fascination

A PRIX SPÉCIAUX

Télécouleurs

R.C.A.

14" - 18" - 20" - 26"

A PRIX SPÉCIAUX

Ensembles matelas et sommiers-caisses fermes

39" - 54"

garantis 10 ans

39" = \$156 l'ens.

54" = \$196 l'ens.

Tous les articles en magasin **A PRIX SPÉCIAUX**

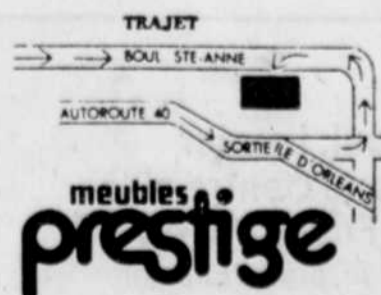
Plusieurs mobiliers et appareils électriques **À LIQUIDER AUX PRIX COÛTANTS**

Prix spéciaux pour futures commandes garantis jusqu'au 2 janvier 1983.

Nap. Boily
MEUBLES INC.

"UN CHOIX CAPITAL"

4175, BOUL. STE-ANNE, BEAUPORT - TEL. 667-7851



Sears

AVIS A LA CLIENTELE

Suite à la parution de notre cahier publicitaire, "Sears... pour de grandes aubaines", veuillez prendre note, que pour des raisons imprévisibles, deux articles ne sont pas disponibles. Il s'agit de l'article A, page 1, **VESTE DE COTON # 01 540**, Rayon 19 - Jeune Boutique, et article D, page 14, **ANORAK POUR GARÇONS**, Rayon 40, Vêtements pour garçons.

carrières et professions

647-3266

OU ECRIVEZ A CARRIERES ET PROFESSIONS

LE SOLEIL LTEE, C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J6

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la Rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

Un important hôtel de la région de Québec est à la recherche d'un(e)

SPECIALISTE DES ALIMENTS ET BOISSONS

(Contrôleur)

— Expérience requise

— Bonnes conditions de travail

— Salaire selon qualifications.

Faire parvenir votre curriculum vitae au:

DEPT 7019, Le Soleil
390, St-Vallier est, Québec G1K 7J6

CHEF D'ENTRETIEN

Le(la) détenteur(trice) de ce poste sera entièrement responsable d'un service d'entretien d'environ 40 hommes de métier et d'un édifice commercial de grande importance. Il(elle) aura des connaissances de menuiserie, peinture, plâtrage, plomberie, bouillière et électricité. Comme objectifs, la planification et l'exécution efficace et économique de tous travaux d'entretien dans un environnement syndiqué. Quoique pas essentielle, licence A-2 préférable.

Poste permanent, idéal pour individu intéressé à se joindre à une compagnie majeure qui dispose de tous bénéfices marginaux habituels, y compris repas et régime de retraite.

Faire parvenir votre curriculum vitae et salaire voulu au:

DEPT 7020, Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec G1K 7J6

SERVICE CONFIDENTIEL

Lorsque vous répondez à une offre d'emploi publiée dans les Annonces Classées ou Carrières et Professions ayant pour unique référence un numéro de Boîte postale (Département), il se peut que vous ne désirez pas adresser votre demande d'emploi à certaines entreprises ou individus en particulier.

Nous vous suggérons alors de procéder comme suit:

- 1) Glissez votre demande dans une enveloppe cachetée portant le numéro de département de l'annonce.
- 2) Joignez-y une liste des compagnies ou individus à qui vous ne désirez pas faire parvenir votre demande d'emploi.
- 3) Insérez l'enveloppe et la feuille dans une seconde enveloppe adressée au

SERVICE CONFIDENTIEL

LE SOLEIL

390, rue St-Vallier est, Québec, G1K 7J6
Si l'annonce est publiée par l'un des noms mentionnés sur votre liste, nous détruirons votre demande d'emploi.

C'est l'heure de gloire du transport public

par André ROY

Si la grève de l'essence devait durer quelques jours, elle pourrait donner une chance aux transports en commun de faire leurs preuves... et leurs frais. Dans la région de Québec et sur la Rive-Sud, un rapide tour d'horizon démontre que les autobus scolaires continueront sans problème à transporter les enfants à l'école, que les fonctionnaires et autres travailleurs, s'ils ne demeurent pas dans des endroits trop "reculés", pourront emprunter les circuits de la CTCUQ pour se rendre à leur travail, et que ceux qui veulent rejoindre leur famille pour le congé de Pâques sont invités à prendre place à bord des autocars que Voyageur, Dupont, Fournier et autres mettent à leur disposition.

Selon la durée de fermeture des pompes à essence de la région, les services qui manqueront de carburant en premier seront ceux qui ne disposent pas, actuellement, de leurs propres réserves, alimentées directement par les compagnies de pétrole. Outre les voitures privées, ce sont les véhicules de livraison de certains restaurants, épicerie, petits commerces, de même que les petites compagnies de taxi. Les taxis membres de la Co-op 525-5191 peuvent faire le plein à même les réservoirs de la coopérative, qui eux sont alimentés directement par Shell.

Joint au téléphone hier, le président de la Ligue de taxis de Québec Inc., M. Jos Cloutier, a annoncé qu'il voulait, dans un premier temps, faire bénéficier tous les membres de la ligue de cet approvisionnement coopératif. Mais ce geste ne sera vraiment possible, selon lui, que si une entente est conclue avec les grévistes pour permettre aux hommes de taxis de faire le plein aux stations-service, tout comme les véhicules des pompiers ou des ambulanciers.

Jos Cloutier a vainement tenté, toute la journée hier, de joindre les responsables du regroupement pour négocier cette entente. Il songe également à leur proposer une "super force de frappe" qui réunirait les garagistes et détaillants d'essence, les hommes de taxis et les agriculteurs de l'UPA venus dernièrement manifester en grand nombre leur colère devant le parlement de Québec.

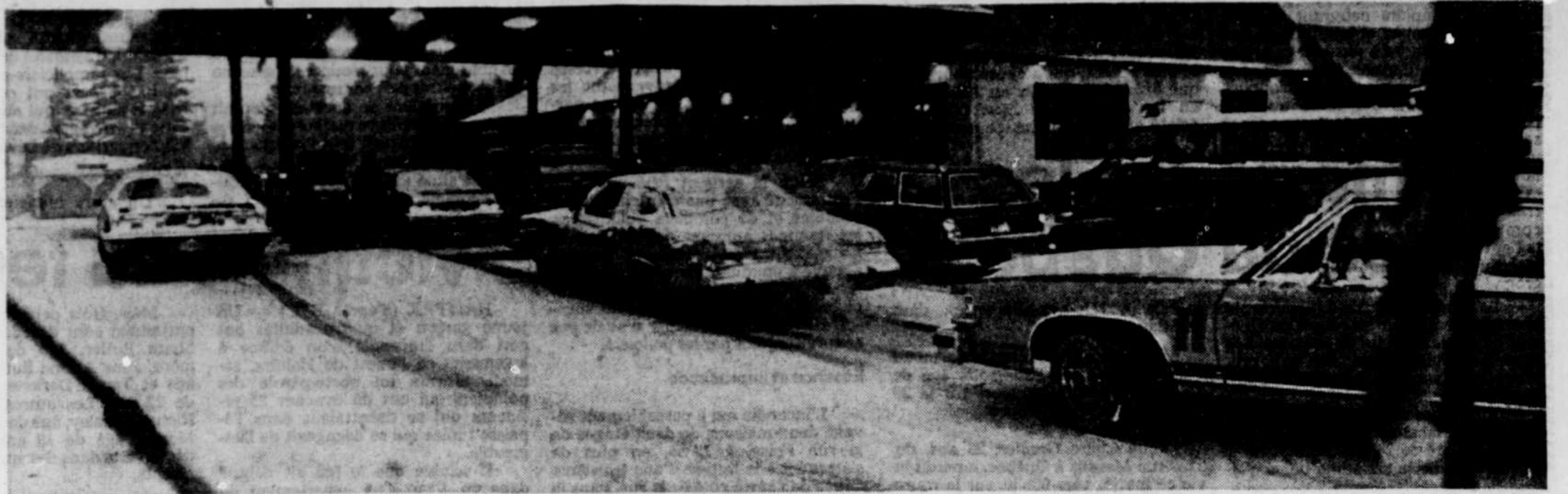
Le président de la ligue a laissé savoir que les taxis Co-op de la région pouvaient tenir le coup pendant toute la semaine, quelques jours de moins si la coopérative permet à tous les membres de la ligue de s'approvisionner à même ses réservoirs. Sur la Rive-Sud, pas de problème pour les 37 voitures ouvrant sous les couleurs de la Co-op. Les neuf autres taxis continueront de rouler, annonçait le secrétaire de Taxi Rive-Sud, grâce à des expédients. "Même sur le marché noir, va falloir trouver de l'essence, sans ça on va perdre tous nos clients", affirmait M. Pierre Denis.

Après les vacances de Pâques, qui commencent jeudi pour la plupart des écoliers. La situation des autres transporteurs scolaires, y compris ceux de la Rive-Sud, serait semblable.

Les autobus interurbains des compagnies Voyageur, Dupont, Fournier peuvent également compter sur des réservoirs alimentés directement par les compagnies pétrolières.

Encore là, seul un blocage des sources d'approvisionnement pourrait, après quelques jours, perturber les activités de ces transporteurs, qui n'ont cependant prévu aucun changement ou ajout à leur programme.

Enfin, les services de messageries et de transport de petits colis ne seraient pas non plus affectés par la fermeture des stations-service. La plupart en effet sont affiliés à des grandes compagnies de transport qui comptent sur leurs propres réserves de carburant.



Dès l'annonce de la fermeture des pompes à 20h samedi, les automobilistes se sont rués dans les stations-service pour faire le "dernier plein".

Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Ça roule à la CTCUQ

Affirmant que tant que les grévistes ne bloqueront pas les camions-citernes qui alimentent leurs réservoirs en mazout, leurs autobus rouleront, les dirigeants de la CTCUQ ne cachent pas leur satisfaction d'avoir une bonne occasion de prouver l'efficacité du transport en commun... quand la population collabore.

Dans cette optique, tous les véhicules disponibles rouleront, soit environ 335 à comparer aux 322, 325 autobus qui sillonnent habituellement le territoire de la CUQ. Les parcours les plus achalandés seront renforcés en période de pointe, par exemple les circuits numéros 3, 7, 8, 11, 12, 50. Au cours de la nuit dernière, les véhicules qui présentaient des bris mineurs sont passés par l'atelier de réparations. Le porte-parole de la CTCUQ, M. Claude Beausoleil, supputait même, hier soir, qu'avec moins de voitures dans les rues, les autobus vont rouler plus vite!

Un coup de fil logé auprès des Autobus Laval Ltée de Beauport, dont les 192 véhicules transportent les étudiants des régionales de Charlesbourg, Beauport et toute la Côte-de-Beaupré, a permis au SOLEIL d'apprendre que ce service ne serait en rien perturbé par la grève de l'essence. La compagnie bénéficie de ses propres réservoirs, et il semble que les réserves actuelles vont permettre aux autobus Laval de rouler même

après les vacances de Pâques, qui commencent jeudi pour la plupart des écoliers. La situation des autres transporteurs scolaires, y compris ceux de la Rive-Sud, serait semblable.

Les autobus interurbains des compagnies Voyageur, Dupont, Fournier peuvent également compter sur des réservoirs alimentés directement par les compagnies pétrolières.

AGENCE DE RENCONTRE "NOUS" 1433, 4e Avenue, Québec L'intermédiaire discret à la recherche de l'autre. 647-4320

RICHELIEU CORRECTION
Il s'est glissé une erreur dans notre cahier publicitaire distribué dans la semaine du 5 au 10 avril. Au lieu de voir l'article "Singles" de luxe Kraft, vous auriez dû lire:
FROMAGE CHEDDAR FONDU DE LUXE KRAFT Pqt 500 g **2,48\$**
Nous nous excusons de cette erreur auprès de notre clientèle.

Moins d'emplois d'été à Calgary

CALGARY (PC) — Les étudiants de Calgary qui se cherchent un emploi d'été risquent d'être déçus cette année.

Esso Resources, par exemple, a réduit le nombre de postes d'été de 50 à 60 pour 100, a fait savoir le relationniste Kent O'Connor.

Shell Canada a également diminué de moitié les emplois offerts aux étudiants, a dit le représentant Warren Jarvis.

Dome Petroleum vient de répudier une promesse d'embauchage de 160 nouveaux di-

plômés. Le programme des emplois d'été fait actuellement l'objet d'une révision, a expliqué M. Ken Robertson.

Quant aux 700 étudiants qui trouvaient chaque année un emploi d'été auprès de l'Alberta Government Telephones, ils trouveront les portes fermées, si le gel général des emplois n'est pas levé ce mois-ci.

Pour ajouter à la situation, Mme Beth Miller, du Centre d'emploi de l'université de Calgary, a déclaré qu'il y a cette année neuf pour 100 plus d'étudiants que l'an dernier qui se cherchent un emploi.

CORRECTIONS
Veuillez prendre note que des erreurs se sont glissées dans notre cahier publicitaire "L'événement continue" distribué dans les foyers cette semaine.

En page 1, l'épandeur à engrais a une capacité de 27 kg et ne pèse pas 60 lb tel qu'indiqué.

En page 4, la perceuse R.V.V. 3/8" 7190-04 est à 36,99\$ et non 39,88\$ tel qu'indiqué. Dans notre circulaire "Solde de Pâques" publiée le lundi 5 avril dans Le Soleil:

En page 4, les sous-vêtements pour enfants, grands 2-14, sont en vente à 3/2,87\$ et non à 2/2,87\$ tel qu'indiqué. À l'article "Fourre-tout Kordura, il aurait fallu lire "Fourre-tout façon Kordura".

En page 11, l'ensemble de 4 boîtes ECKO pour la cuisine est à 13,77\$ et la poubelle à pédale est à 13,77\$, et non 13,77\$ pour le tout tel qu'indiqué.

En page 12, le nécessaire de couleurs pour oeufs de Pâques de Sesame Street est à 2,27\$ et non 2,57\$ tel qu'indiqué.

Nous nous excusons des inconvenients que ces erreurs auraient pu causer à notre clientèle.

Towers

TELEFUNKEN
LE CF-100
Appareil de type Walkman, à cassette, position Métal, radio FM à 3 stations pré-réglables, écouteurs stéréo FTS-3 repliables, étui et piles.

219\$
Un juste prix bien pensé.

Plusieurs autres spéciaux intéressants jusqu'au 3 avril.

staples

Mail Centre-Ville 522-1233
Place Laurier 651-7384 (face à Distr. aux consommateurs)

LE NOUVEAU COMPTE GLOBAL COMMERCE
DES CHÈQUES SANS FRAIS* ET UN INTÉRÊT QUOTIDIEN ÉLEVÉ*

Le nouveau compte Global Commerce est doublement avantageux. Il vous offre des chèques sans frais et vous permet de faire fructifier votre argent à un taux d'intérêt quotidien élevé.

***CHÈQUES SANS FRAIS:** Si le solde minimum de votre compte est d'au moins \$200 au cours d'un mois civil complet, les frais habituels ne s'appliquent pas aux chèques et retraits faits à votre compte durant ce mois. Pour faciliter vos comptes, vos chèques personnalisés sont numérotés et inscrits sur votre relevé.

***INTÉRÊT QUOTIDIEN ÉLEVÉ, VERSÉ MENSUELLEMENT,** pour vous permettre de faire fructifier votre argent au maximum. POUR CHAQUE JOURNÉE OU LE SOLDE FINAL DE VOTRE COMPTE EST D'AU MOINS \$2.000, VOUS RECEVEZ UN INTÉRÊT QUOTIDIEN ÉLEVÉ, VERSÉ MENSUELLEMENT. Vous touchez donc un intérêt élevé sur la totalité de vos fonds. Si votre solde quotidien est inférieur à \$2.000, vous bénéficiez tout de même d'un taux d'intérêt annuel de 3% calculé quotidiennement et versé mensuellement. C'est garanti. Alors, quel que soit le montant de votre solde d'une journée à l'autre, vous touchez de l'intérêt chaque jour sur chaque dollar.

LE COMPTE GLOBAL COMMERCE.
Ouvrez-en un dès aujourd'hui.
La plupart de nos succursales l'offrent déjà. N'hésitez pas à vous renseigner à la succursale la plus proche.
Le compte Global Commerce, voilà une autre excellente raison de devenir client de la Banque de Commerce.

La Banque de Commerce, ça porte fruit!

BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE

PHARM-ESCOMPTE JEAN GOUTU

L'ORÉAL

PROMOTION
A l'achat de 2 produits cosmétiques L'ORÉAL, vous choisirez en cadeau UN VERNIS À ONGLES ou UN ROUGE À LEVRES L'ORÉAL.

Expiration: 30 juin 1982

Cinq incendies dans la région de Québec

Par **André ROY**

Les pompiers oeuvrant dans la région de Québec et sur la Rive-Sud ont eu à répondre à plusieurs alarmes au cours du dernier week-end. Les quatre incendies signalés à Beauport, Québec et Lévis ont causé au total pour plus de \$125,000 de dommages et

délogé temporairement une demi-douzaine de personnes.

La police de Beauport enquête actuellement sur la cause du sinistre le plus récent, qui a causé pour quelque \$15,000 de dégâts au 2335 Larue, en fin d'après-midi hier. Le feu a éclaté au rez-de-chaussée occupé par

le propriétaire de la maison de deux étages, abritant quatre logements. M. Jean-Marie Faucher, qui fait le commerce d'antiquités, procédait apparemment à des réparations diverses dans les lieux d'où provenaient les flammes. Il n'y avait cependant personne dans la maison lorsque les policiers-pompiers de Beauport ont été alertés par un passant, à 17h40.

Selon le sergent Rhéaume, qui s'est amené avec une trentaine de ses hommes et de pompiers volontaires, les flammes auraient couvé pendant un certain temps dans un matelas appuyé à un mur, avant de se communiquer à divers solvants, puis se propager aux escaliers et jusqu'au sous-sol. Hier soir, M. Faucher n'avait pas encore été joint par les policiers.

Essence et imprudence

L'incendie qui a passablement ravagé deux maisons de deux étages de la rue Foisy, à Lévis, en plus de s'attaquer à la toiture d'une troisième située de l'autre côté de la rue, dans la nuit de vendredi à samedi, aurait été causé par une imprudence flagrante. Le feu aurait pris vers 3h55 à une automobile stationnée entre les deux premières maisons (11, 13 et 15, et 17

Foisy). Son propriétaire tentait, semble-t-il, de s'éclairer à l'aide d'une allumette... au moment même où il posait sous le réservoir de sa voiture un contenant pour récupérer l'essence qui s'en échappait par une fuite.

L'imprudent en question n'aurait subi aucune brûlure majeure, mais les flammes ont ravagé tout l'intérieur de la première bâtisse, tandis que l'immeuble situé au 17 Foisy laissait couler "comme de l'eau" tout son re-

vêtement extérieur, composé d'une matière plastifiée. Le feu a ensuite littéralement sauté sur la toiture de bardeaux d'asphalte de la maison d'en face. Les 15 policiers-pompiers du capitaine Genest ont rapidement maîtrisé le sinistre, qui aurait pu faire de sérieux ravages dans un des plus vieux quartiers de Lévis.

A Québec

Un autre immeuble de trois lo-

gements sur deux étages a subi pour environ \$15,000 de dommages vendredi soir, à Québec. Il s'agit de la propriété de M. André Vaillancourt, qui demeure au 582 rue Dollard. Les flammes ont éclaté dans une chambre de lavage du logement du deuxième étage, au 584. Il s'est ensuite rapidement propagé à l'entresol, mais devait être maîtrisé en moins de une heure par une douzaine de pompiers.

Enfin, un début d'incendie à la manufacture Biscuits Leclerc Ltée, du 85 Saint-Vallier est, a été rapidement maîtrisé peu après la première alarme, à 21h37 samedi. Les flammes avaient pris naissance autour d'une machine.

Le restaurant "Chez Francinette", sur la route 169, à un mille au sud de l'ancienne barrière du parc, a été ravagé par les flammes hier matin.

La bâtisse, propriété de M. Normand Trudel, de Charlesbourg, a subi des dommages évalués sommairement à au moins \$25,000.

Le feu aurait pris naissance dans la cuisine. Une douzaine de pompiers volontaires de Stoneham, sous les ordres du chef Allan McKeown, se sont rendus sur les lieux vers 4h, hier matin. La SQ fait enquête.

Six morts sur les routes du Québec

La Sûreté du Québec rapporte six morts violentes sur les routes du Québec au cours de la fin de semaine. Les quatre accidents qui les ont provoqués se sont produits dans l'ouest de la province.

Hier, vers 1h30, à la sortie du village de Macamic, en Abitibi, André Godbout, âgé de 24 ans, de Macamic, est mort dans le capotage de sa voiture.

Vers 18h50, samedi, Suzanne et Guy Goulet, âgés de 42 et 43 ans, de Montréal, sont morts dans une collision de trois voitures sur la 131, près de Joliette.

Le même jour vers 4h15, un militaire de la base de Petawawa, Ontario, Luc Tardif, âgé de 21 ans, s'est tué dans le capotage de son auto-

mobile à l'He-aux-allumettes, dans Pontiac.

S'étant apparemment endormi au volant, Christakis Panagiotis, âgé de 35 ans, de Laval, est mort sur la 20 ouest, intersection 15 nord.

Mme Claire Grenier, 26 ans, du 2720 rue Mauvils à Québec, a perdu la vie ce matin, vers 00h30, sur la route 185 à Notre-Dame-du-Lac, dans la circonscription de Témiscouata, dans la collision frontale de deux voitures. L'accident est survenu à la suite de la perte de contrôle d'un conducteur.

A LOUER

MAIL CENTRE-VILLE

Local 2,400 pi. car., plus sous-sol, 2 vitrines, gicleurs, réception par la rue St-François.

522-4609 659-4180

COURS DE

"TENUE DE BAR"

avec certificat, par

L'ÉCOLE DES MAÎTRES BARMAN-BARMAID INC. (AU CHÂTEAU FRONTENAC)

1re session: 20-22-27-29-30 avril (mardi et jeudi soir)

2e session: 21-23-26-28 avril et 3 mai (lundi et mercredi soir)

Session de jour: 14-15-16 avril

Inscription au Château Frontenac

En semaine, 9h - 18h. Le samedi, 11h à 15h.

En collaboration avec la Distillerie Melchers Inc. Permis du ministère de l'Éducation

692-0310

ville de CHARLESBOURG

AVIS PUBLIC

Conformément à l'article 86 de la Loi sur les élections dans certaines municipalités, avis est donné que:

Monsieur Gérard-E. Robert, représentant officiel du Parti du Grand Charlesbourg, ainsi que monsieur Jacques Cantin, représentant officiel de l'Action Municipale de Charlesbourg, ont produit les rapports financiers et les documents requis couvrant la période du 1er juillet 1981 au 31 décembre 1981 conformément à l'article 82 de ladite loi.

Ce rapport et ces documents sont accessibles au public au bureau du Trésorier à l'adresse suivante:

Hôtel de Ville de Charlesbourg
7575, boul. Henri-Bourassa
Charlesbourg, Qué.
Le Trésorier de la Ville:
ROBERT LEGARE, o.m.a.

Charlesbourg, ce 5 avril 1982

Une primeur!

défilé de MODE

demain soir, 19 h

L'Entre-Deux
discobar à la mode
au Fiacre de Ste-Foy



LES ATELIERS
DE LANGUES
COLLEGE
DES JESUITES

Collège St-Charles-Garnier

NOUVEAU
SESSION DE PRINTEMPS
13 avril - 21 juin 1982
COURS DE JOUR

ANGLAIS et ESPAGNOL: 2 demi-journées par semaine.

NIVEAUX: Élémentaire, intermédiaire, avancé.

METHODES: Audio-visuelles ou audio-orales selon les niveaux.

INSCRIPTION: Du 5 au 8 avril 1982, de 8h à 16h30 et de 19h à 21h.

Toutes les inscriptions se font au secrétariat. (Nombre limité)

DEBUT DES COURS: 13 avril 1982

LES ATELIERS DE LANGUES

COLLEGE DES JESUITES

(COLLEGE ST-CHARLES-GARNIER)

1150, St-Cyrille ouest

Québec P.Q. G1S 1V7

Tél.: 881-0107 postes 46 ou 47

General Motors et les concessionnaires GM participants déclarent:

IL FAUT QUE ÇA CONTINUE

BONNE NOUVELLE!
OFFRE PROLONGÉE
JUSQU'AU 30 AVRIL

Nous continuons à offrir des primes de 500\$, 750\$ et 2000\$ pour tout un choix de voitures et camions GM neufs.

Partout au pays, des milliers de personnes ont déjà profité des primes en espèces du programme "Il faut que ça bouge!" de GM. Maintenant, jusqu'au 30 avril 1982, vous pouvez obtenir les mêmes primes extraordinaires en prenant livraison ou en passant commande de Chevrolet, Pontiac, Oldsmobile, Buick ou Cadillac neuves et de camions GMC et Chevrolet neufs admissibles.

Pour cela, il vous suffit de prendre livraison ou de passer commande d'ici au 30 avril 1982 de la voiture ou

du camion de votre choix indiqués ci-dessous. Lorsque vous aurez pris livraison, GM vous enverra votre chèque de prime. Ou, si vous préférez, la prime peut servir d'acompte pour la voiture ou le camion GM neufs de votre choix.

Les acheteurs de flottes sont priés de consulter les concessionnaires GM participants quant aux primes de flottes. Donc, à vous de bouger. C'est le moment de voir le concessionnaire GM participant et de réaliser une excellente affaire en fait de voiture ou de camion GM neufs.

500\$

CHEVROLET CHEVETTE
CHEVROLET CELEBRITY
PONTIAC ACADIAN
PONTIAC T1000
PONTIAC 6000
OLDSMOBILE CUTLASS CIERA
BUICK CENTURY (1982)
CAMIONS CHEVROLET S-10
CAMIONS GMC S-15

750\$

CHEVROLET CAVALIER
CHEVROLET CITATION
PONTIAC J2000
PONTIAC PHOENIX
OLDSMOBILE FIRENZA
OLDSMOBILE OMEGA
BUICK SKYLARK
BUICK SKYLARK
CADILLAC CIMARRON
CAMIONS poids léger et fourgonnettes CHEVROLET
CAMIONS poids léger et fourgonnettes GMC

2000\$

CADILLAC SEVILLE



Canada

Il faut que ça continue de bouger!
Voyez votre concessionnaire GM participant aujourd'hui même.

L'ENTREPÔT D'ALIMENTATION

JADIS

La politique de Jadis.

Nous n'achetons que des produits de qualité. Nous les achetons en grande quantité. Nous les revendons aux prix Jadis.

Chez Jadis, vous ne payez que pour vos provisions.

Nous avons éliminé les services superflus. Ainsi, vous ne payez pas pour les petits luxes que vous ne pouvez pas consommer.

Nous vous offrons vos marques préférées.

Nous avons en stock les grandes marques de qualité les plus populaires. Nous ne vendons pas de produits génériques.

Des prix Jadis... en tout temps!

De bonnes provisions à bon prix, comme dans le bon vieux temps. Et ce, chaque fois que vous irez chez Jadis.

Magasinez chez Jadis régulièrement.

Grâce à nos larges allées, vous pourrez faire vos emplettes hebdomadaires plus facilement et rapidement. Nous vous offrons un grand choix de viandes fraîches, produits laitiers, fruits et légumes, viandes préparées, poissons et aussi articles de ménage et produits de beauté de grande marque, tous à des prix ultra-réduits.

Un grand choix de viandes de qualité, de fruits, légumes et produits laitiers.

Les steaks et rôtis Canada catégorie «A» sont tendres et parés. Vous y trouverez aussi de la volaille, des viandes préparées et une grande variété de fruits, légumes et produits laitiers.

La garantie Jadis.

Nous vous promettons des produits de qualité. Si la qualité n'y est pas, nous vous remboursons.

Apportez vos sacs!

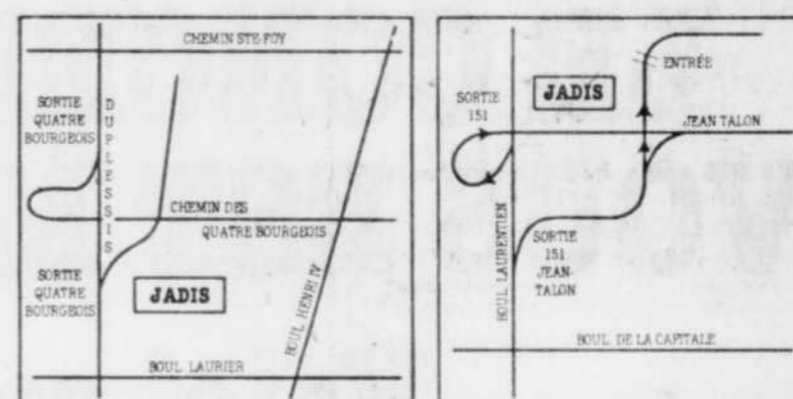
En apportant vos propres sacs, vous économiserez encore plus. (Nos sacs coûtent 5¢ chacun.)

Un peu d'efforts, beaucoup d'économies.

En faisant un petit effort - en emballant vous-même vos provisions, par exemple - vous épargnez de l'argent.

Nous échangerons vos bons.

Nous acceptons avec plaisir les bons offerts par les fabricants, mais nous ne pouvons accepter les chèques ou les cartes de crédit. Nous pouvons ainsi réduire nos coûts.



999, DE BOURGOGNE, SAINTE-FOY 1750, PÉRIGORD, ORSAINVILLE

Heures d'ouverture:
Du lundi au mercredi: 9h à 18h
Les jeudi et vendredi: 8h30 à 21h
Le samedi: 8h30 à 17h

JUSQU'À
30%
EN PLUS



DE BONNES
PROVISIONS
POUR VOTRE
ARGENT!

Jadis. Des prix que vous pensiez disparus à jamais.

L'ENTREPÔT D'ALIMENTATION

JADIS

OUVRE DEMAIN À 9H

**APRÈS UN SUCCÈS RETENTISSANT
DANS UNE AUTRE
GRANDE VILLE CANADIENNE,
LE CONCEPT DES SUPER BAS PRIX
VOUS EST MAINTENANT OFFERT ICI.**

**Voici ce que les consommateurs
de l'autre ville nous ont dit:**



**«Chez Jadis, j'ai
économisé 25,16\$.»**

«On y trouve toujours de la
marchandise de grande marque et de
première qualité, à des prix vraiment
bas.»

Madame Carmen Gauthier



**«Chez Jadis, j'ai
économisé 22,74\$.»**

«Ce qu'il y a ici est offert à des prix
encore plus bas que dans les magasins à
«spéciaux». J'économise tellement chez
Jadis. Je ne vais plus ailleurs!»

Madame Bertrand Desrosiers

**«Chez Jadis, j'ai
économisé 24,25\$.»**



«Tout est bien placé et à portée de la
main dans le magasin. C'est facile de se
servir soi-même.»

Madame Lise Spénard

**«Chez Jadis, nous avons
économisé 40,41\$.»**



«C'est des économies presque
incroyables et les marchandises sont de
première qualité.»

M. et Mme Fernand Robert



**«Chez Jadis, j'ai
économisé 19,58\$.»**

«Chez Jadis, je peux acheter des
produits de grande marque à un meilleur
prix tout le temps.»

Madame Diane Laporte



**«Chez Jadis, j'ai
économisé 37,38\$.»**

«Jadis offre des bons prix et un bon
choix d'articles d'excellente qualité. Je
reviendrai certainement faire mes
emplettes ici!»

Madame Lucy Beauchamp

L'ENTREPÔT D'ALIMENTATION

JADIS

Et voilà quelques-uns des prix qui vous donnent un plus grand pouvoir d'achat!

PRIX JADIS
POMMES DE TERRE
 PRODUIT DU QUÉBEC - CANADA NO 1

.15 kg
 Prix au supermarché **.22** kg
 Economisez **.07** kg

PRIX JADIS
GROSSE BANANE
 DOLE

.73 kg
 Prix au supermarché **.99** kg
 Economisez **.26** kg

PRIX JADIS
RÔTI DE PALETTE
 COUPE RÉGULIÈRE
 BOEUF ESTAMPILLÉ - CANADA CATÉGORIE «A»

3.48 kg
 Prix au supermarché **4.14** kg
 Economisez **.66** kg

PRIX JADIS
POULET FRAIS
 AVEC COU ET ABATS
 CANADA CATÉGORIE «A» - 2 À 3 LB

2.18 kg
 Prix au supermarché **3.06** kg
 Economisez **.88** kg

PRIX JADIS
TOMATES
 DE LA FLORIDE
 CANADA CATÉGORIE NO 1 - 6X6

1.08 kg
 Prix au supermarché **1.74** kg
 Economisez **.66** kg

PRIX JADIS
YOGOURT
 CRESCENT
 SAVEURS ASSORTIES - CONT. DE 175 g

.49 PQT
 Prix au supermarché **.61** PQT
 Economisez **.12** PQT

PRIX JADIS
PÂTES ALIMENTAIRES
 LANCIA
 SPAGHETTI, SPAGHETTINI, MACARONI COUPÉ
 PQT DE 1 kg

1.29 PQT
 Prix au supermarché **1.74** PQT
 Economisez **.45** PQT

PRIX JADIS
SAUCISSES FUMÉES
 SWIFT PREMIUM
 454 g

1.09 PQT
 Prix au supermarché **1.95** PQT
 Economisez **.86** PQT

PRIX JADIS
POMMES DE TERRE
FRITES SURGELÉES
 CAVENDISH - OVEN CRISP
 VARIÉTÉS ASST - 907 g - SAC 2 LB

1.19 SAC
 Prix au supermarché **1.43** SAC
 Economisez **.24** SAC

PRIX JADIS
JUS DE TOMATES
 CAMPBELLS
 CANADA DE FANTAISIE - BTE 1.36 LITRE - 48 OZ

.79 BTE
 Prix au supermarché **1.09** BTE
 Economisez **.30** BTE

PRIX JADIS
VELVEETA
 PRÉPARATION DE FROMAGE FONDU
 EN TRANCHES - KRAFT - PQT 1 kg

3.99 PQT
 Prix au supermarché **6.19** PQT
 Economisez **2.20** PQT

PRIX JADIS
CAFÉ TOUT USAGE
 CHASE & SANBORN
 454 g - SAC 1 lb

2.19 SAC
 Prix au supermarché **3.99** SAC
 Economisez **1.80** SAC

PRIX JADIS
MAÏS CONGELÉ
 ARCTIC GARDEN
 907 g - PQT 2 LB

1.29 PQT
 Prix au supermarché **1.59** PQT
 Economisez **.30** PQT

PRIX JADIS
EAU MINÉRALE
 MONTCLAIR
 CONT. 750 ml

.59 BTE
 Prix au supermarché **.89** BTE
 Economisez **.30** BTE

PRIX JADIS
THON PÂLE EN MORCEAUX
 STAR-KIST
 CONT. DE 184 g - BTE DE 6.5 OZ

.99 BTE
 Prix au supermarché **1.55** BTE
 Economisez **.56** BTE

PRIX JADIS
BEURRE D'ARACHIDES
 YORK
 CRÉMEUX OU CROQUANT - POT DE 500 g

1.99 POT
 Prix au supermarché **2.44** POT
 Economisez **.45** POT

PRIX JADIS
NETTOYEUR À VITRES
 PRESTIGE
 RECHANGE - 1.5 LITRES

1.99 PQT
 Prix au supermarché **2.27** PQT
 Economisez **.28** PQT

PRIX JADIS
ASSOUPLEISSANT À TISSUS
 PRINTEMPS
 3.6 LITRES - CONT. 128 OZ LIQUIDE

1.69 PQT
 Prix au supermarché **2.49** PQT
 Economisez **.80** PQT

PRIX JADIS
KETCHUP AUX TOMATES
 HEINZ
 BOUTL. 568 ml - 20 OZ LIQ.

1.19 BOUTL.
 Prix au supermarché **1.59** BOUTL.
 Economisez **.40** BOUTL.

PRIX JADIS
CROUSTILLES
 HUMPTY-DUMPTY
 RÉGULIÈRES, SEL ET VINAIGRE, BARBECUE,
 ONDULÉES - SAC DE 200 g

.99 SAC
 Prix au supermarché **1.39** SAC
 Economisez **.40** SAC

PRIX JADIS
ESSUIE-TOUT
 KLEENEX
 2 PLUS - PQT DE 2 ROUL.

.99 PQT
 Prix au supermarché **1.87** PQT
 Economisez **.88** PQT

PRIX JADIS
DÉTERSIF EN POUDRE
 FAB
 BTE DE 6 LITRES

3.69 BTE
 Prix au supermarché **4.73** BTE
 Economisez **1.04** BTE

PRIX JADIS
PAPIER HYGIÉNIQUE
 DÉCOR II
 2 PLUS - PQT DE 4 ROUL.

.99 PQT
 Prix au supermarché **1.69** PQT
 Economisez **.70** PQT

PRIX JADIS
HUILE À MOTEUR
 SHELL
 MULTIGRADE - 10W30 - CONT. 1 LITRE

.99 LITRE
 Prix au supermarché **1.39** LITRE
 Economisez **.40** LITRE

Parc Saguenay sera créé, avec ou sans Ottawa

par Raymond GAGNE
envoyé spécial du Soleil

MONTREAL — Parc Saguenay sera créé. Avec ou sans le concours financier du gouvernement fédéral! Le ministre Lucien Lessard, du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, en a donné l'assurance au SOLEIL, en fin de semaine, à Montréal.

Pour démontrer sa détermination, le ministre Lessard a précisé que son ministère tiendra des audiences publiques dans le courant du mois de septembre à deux endroits distincts, l'un situé dans le haut Saguenay (possiblement à La Baie), l'autre près de l'embouchure.

M. Lessard désire obtenir l'aide fédérale afin d'aménager ce parc qui se situe dans la région des monts Éternité et Trinité. Sans qu'il l'ait précisé, les discussions sont sur le point d'être entreprises si elles ne l'ont pas été jusqu'à maintenant.

"Nous allons voir, de dire le titulaire du MLCP, si Ottawa qui dit avoir de l'argent, en a réellement."

Une politique

Antérieurement, le ministre Lessard avait officiellement rendu public un énoncé de politique des parcs au Québec.

Il avait, pour ce faire, profité de la tribune qui lui était offerte à l'occasion de l'ouverture du Salon du camping, qui s'est tenu à Place Bonaventure jusqu'au 11 avril.

M. Lessard avait alors fait valoir, à l'appui de son énoncé de politique, que la création de parcs au Québec était une entreprise susceptible de produire des retombées économiques importantes. "Des parcs, a-t-il dit, ça peut créer des emplois."

Il avait aussi annoncé la création de quatre nouveaux parcs dans la région de Montréal: le parc Paul-Sau-

vé, celui des Îles Boucherville, le Yamaska et le Mont Saint-Bruno.

Parc Saguenay

Malgré les divergences d'opinion qui existent au sujet de la vocation éventuelle du parc Mont St-Bruno, M. Lessard a confirmé au SOLEIL qu'il sera défini, selon la loi des parcs de 1977, comme parc de récréation.

Le projet de création d'un parc sur la rive est du Saguenay n'est pas neuf. Dans la première demie des années 1970, le ministre Jean Chrétien avait, au cours d'une campagne électorale, proposé qu'Ottawa aménage un parc fédéral dans cette région et se disait prêt à y investir \$20 millions.

Cette proposition avait servi de détonateur à une querelle Ottawa-Québec qui a duré près de trois ans avant que le projet soit finalement oublié.

Le point central de cette querelle se situait au niveau du droit de propriété du territoire devant être mis sous réserve pour fin de parc. Ottawa refusait d'y investir \$20 millions s'il ne devenait pas propriétaire tandis que Québec, Claude Simard était alors ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, refusait de céder le droit de propriété au fédéral tout en acceptant que ce dernier y aménage le parc projeté. On en était presque arrivé à une entente sur une formule de gestion mixte qui n'a, en dernier ressort, eu aucune suite.

De toute façon, Lucien Lessard a pris la décision ferme de créer ce parc que la population de la région du Saguenay désire depuis plusieurs années.

Il demeure toutefois que, dans l'éventualité où le gouvernement d'Ottawa refuserait son aide financière au MLCP, le parc Saguenay qui sera créé par Lessard sera plus modeste que celui qu'avait proposé le ministre Jean Chrétien il y a près de 10 ans.

Les moeurs libérales du "french power" à Ottawa déteindraient sur le pays

VICTORIA (PC) — Pour le maire de Victoria, en Colombie-Britannique, M. Peter Pollen, ce sont les attitudes sexuelles relâchées d'un conseil des ministres fédéral dominé par des Canadiens français qui sont à blâmer pour le manque de législations permettant de combattre la prostitution.

"Un petit libéralisme à la gomme gouverne le cabinet fédéral, et les principaux promoteurs en sont les éléments canadiens-français", a affirmé M. Pollen samedi au cours d'une entrevue téléphonique.

Le manque d'action constaté n'est ainsi que la suite logique de leurs vues libérales relatives au sexe, a ajouté le maire de Victoria.

"Je ne porte pas un jugement

morat, a-t-il précisé. Je me pose seulement la question de savoir comment diable nous n'avons pas ces législations".

M. Pollen a déclaré que les forces policières de la Colombie-Britannique sont frustrées du manque de lois fédérales dans leurs efforts pour contrôler la prostitution.

Selon lui, il y a "un manque évident de lois pour protéger la moralité publique, et notamment pour contrôler la prostitution chez les adolescents et adolescentes".

Il a ajouté que la philosophie du premier ministre Trudeau à l'effet que l'Etat n'a pas sa place dans les chambres à coucher a mené à un relâchement de la moralité au pays.



«White Linen», une bouffée de fraîcheur
Estée Lauder

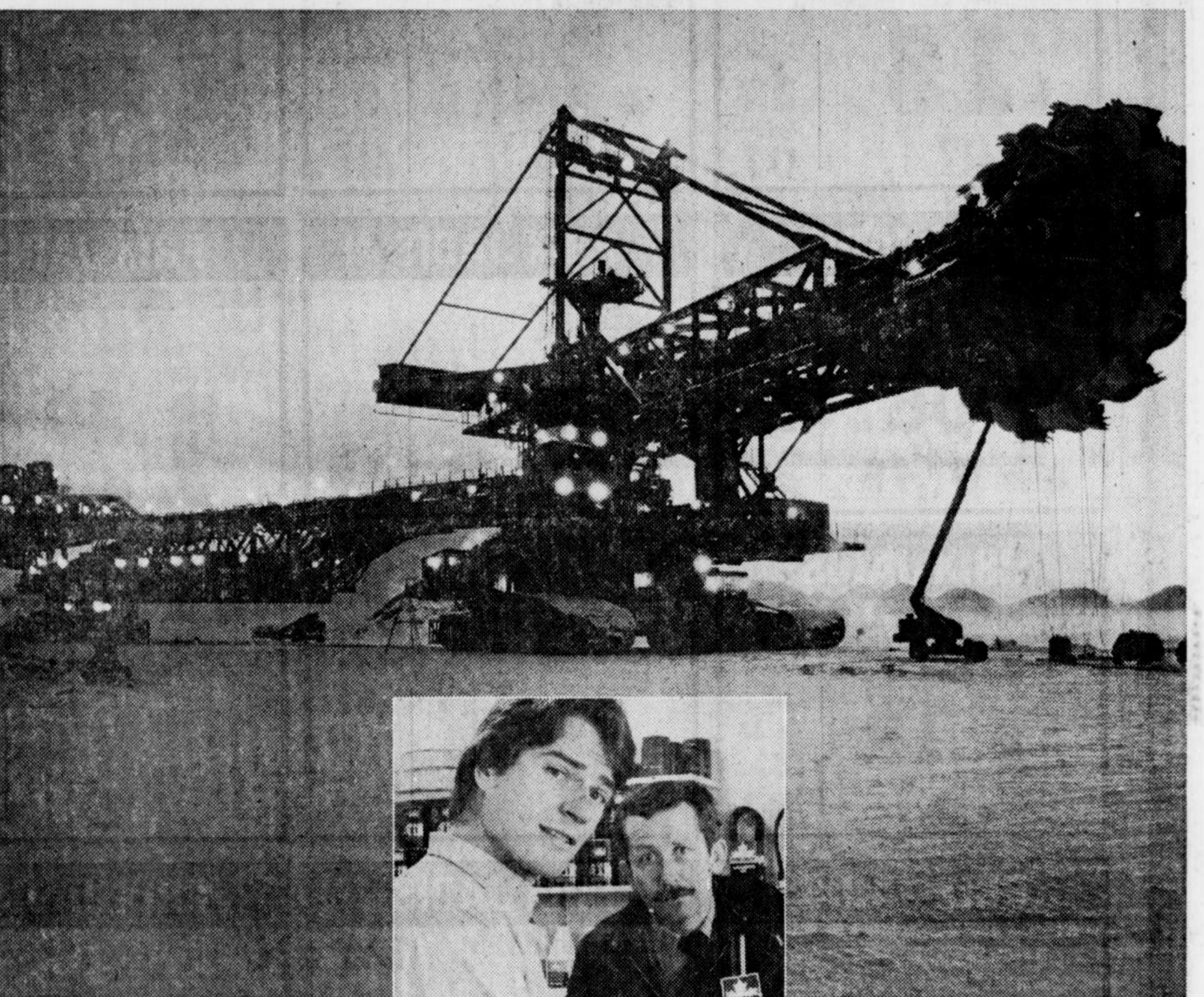
Un parfum frais, éclatant comme une belle journée de printemps qui reflète les tendances simples de la vie moderne. Pour une interprétation toute nouvelle de votre personnalité essayez le parfum qui se porte bien "White Linen" d'Estée Lauder.

Loton parfumée pour le corps. 125 ml 20.00 ch.
Atomiseur eau de parfum. 60 ml 35.00 ch.
Parfum. 7 ml 50.00 ch.

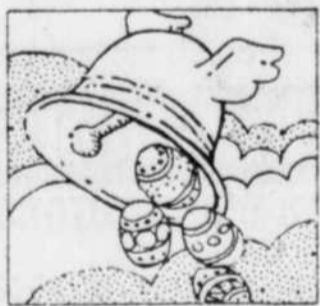
Offre-prime
Avec tout achat de 10.00 et plus de produits Estée Lauder obtenez l'ensemble "Beaux Début" comprenant: crème performance "European", démaquillant liquide doux pour les yeux, rouge à lèvres "Polished Performance", émulsion "Aquarelle", "White Linen", eau de parfum en atomiseur.

Eaton, Place Ste-Foy et aux Galeries de la Capitale, Rayon 216, Poste 218.
Venez ou téléphonez 653-9331

EATON



L'AUTRE HILTON CELUI DES GENS DE QUÉBEC



Les restaurants du Hilton International Québec célèbrent PÂQUES d'une façon particulière.

LA POTINIÈRE:

Brunch accompagné d'un accordéoniste
11h00 à 13h00 ou
13h30 à 15h30
10.50 \$*

LE CROQUEMBROCHE:

Buffet pascal et musique d'ambiance
10h45 à 12h45 ou
13h30 à 15h30
13.75 \$*
Dîner de Pâques, de 19h00 à 23h00
3 menus spéciaux:
19.50 \$* — 21.50 \$* —
22.50 \$*
Musique aux accords du guitariste Louis Leroux

LE CAUCUS:

Buffet Pascal
10h45 à 12h45 ou
13h30 à 15h30
10.95 \$*

L'EDEN:

Brunch suisse Pascal et musique d'ambiance
10h45 à 12h45 ou
13h30 à 15h30
12.50 \$*
Buffet dîner avec trio, de 18h00 à 20h00
15.00 \$*
Spectacle pour les enfants
Théâtre de Bon'Humour
13h00 à 14h00 et
15h30 à 16h30

* 1/2 prix pour les enfants de moins de 10 ans

*Taxe et service en sus

Pour réserver: 647-2411

Sur validation de votre billet par le maître d'hôtel, stationnement gratuit à Place Québec si vous gardez votre voiture vous-même.



Hilton International Québec

Certains diront qu'il était temps que les Canadiens prennent en main leur avenir énergétique. Avec Petro-Canada, c'est chose faite!

C'est dans ce but que Petro-Canada, notre compagnie nationale, déploie toute son énergie partout au pays... dans l'Arctique, dans l'Ouest, dans l'Est... s'impliquant avec ardeur dans l'exploration, la recherche, le développement et le raffinage de nos ressources en gaz et en pétrole.

Petro-Canada, c'est aussi un réseau de quelque 1400 stations à travers le pays qui offrent une gamme d'excellents produits.

Ainsi, à chaque fois que nous encourageons le détaillant Petro-Canada, le représentant rural, le détaillant d'huile de

"Ici, mon argent sert à quelque chose!"



PETRO-CANADA

ça nous appartient!

chauffage, il faut comprendre que les bénéfices réalisés constituent le support financier nécessaire à la recherche de plus amples sources d'énergie. Car voyez-vous, ce qu'il y a d'unique chez Petro-Canada, c'est que tous ces bénéfices nous appartiennent et sont réinvestis ici même au pays, dans des projets aussi gigantesques que ceux des sables pétrolifères. Alors, avant de dire qu'un plein d'essence ne pèse pas lourd dans notre avenir énergétique...pensez-y bien... en vous arrêtant à la station Petro-Canada!

Chaque Canadien doit voir dans Petro-Canada une occasion de jouer enfin un vrai rôle dans ce grand défi que représente notre avenir énergétique.